



RAPPORT FINANCIER
ANNUEL 2016

SOMMAIRE

Rapport de Gestion du Conseil d'Administration	3
États Financiers consolidés au 31 décembre 2016	14
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.....	63
Comptes sociaux exercice 2016	66
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	82
Attestation du Directeur Financier.....	85

RAPPORT DE GESTION SIMPLIFIÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (EXERCICE 2016)

Le présent rapport de gestion figurant dans le Rapport Financier Annuel n'est pas le rapport de gestion qui est présenté à l'Assemblée des actionnaires. Le rapport de gestion destiné à l'Assemblée des actionnaires est complété des informations édictées par le code de commerce (informations sociales et environnementales, rémunérations des dirigeants...) et est mis à la disposition des actionnaires selon les modalités visées à l'article R.225-83 du code de commerce.

La présentation générale de l'activité du Groupe est développée dans le Rapport d'activité disponible sur le site internet (www.savencia-fromagedairy.com)

Activité de la Société, de ses filiales et des sociétés contrôlées

L'évolution du chiffre d'affaires de SAVENCIA Fromage & Dairy (nom commercial de SAVENCIA SA) a été impacté, au cours de l'exercice 2016, par une baisse des prix de vente en lien avec la baisse du prix du lait et des cotations de produits industriels. Cependant, l'évolution favorable du résultat opérationnel courant démontre la bonne résistance du Groupe qui s'appuie sur la force de ses marques majeures, son développement à l'International et poursuit ses efforts de compétitivité.

Environnement économique

La réduction de la production laitière mondiale observée à compter du mois de mai 2016 et l'augmentation de la demande mondiale, en particulier en beurre et en lactosérum, ont entraîné une remontée des cours des produits industriels dont les cotations baissaient depuis 2014. Dans ce contexte, et malgré un prix du lait orienté à la hausse, la cotation de poudre de lait écrémé reste faible, influencée par l'importance des stocks privés et publics. Le marché européen des produits laitiers, à l'exception de quelques pays, reste atone et la guerre des prix que se livrent les distributeurs continue à impacter fortement les prix de vente. À l'International, les filiales situées en Amérique Latine sont confrontées à des économies fortement inflationnistes qui entraînent notamment une baisse de la consommation et influent sur leur compétitivité.

Le projet de la Grande-Bretagne de sortie de l'Union Européenne devrait avoir peu d'impact sur les activités opérationnelles du Groupe. Il en est de même des conflits actuels au Moyen-Orient, où la présence de SAVENCIA Fromage & Dairy est réduite.

Dans ce contexte, SAVENCIA SA, ci-après dénommée SAVENCIA Fromage & Dairy a démontré sa résistance en poursuivant son développement à l'International et en s'appuyant sur la bonne dynamique des volumes de la plupart des marques majeures grâce à un soutien publi-promotionnel et marketing adapté.

Normes comptables

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis en appliquant les normes IFRS en vigueur, telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Le Groupe a appliqué les amendements aux normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2016.

Périmètre de consolidation

Au cours de l'exercice 2016, le Groupe s'est désinvesti de sa participation minoritaire mise en équivalence dans la société Lacto Serum France SA (15 juin).

Au cours de l'exercice 2015, le Groupe s'était désinvesti de ses participations minoritaires mises en équivalence dans les sociétés espagnole Capsa (28 mai) et allemande Andechser Molkerei Scheitz GmbH (1^{er} octobre). Le Groupe avait également procédé le 31 décembre au rachat de la participation minoritaire du capital d'Advanced Foods Products LLC aux États-Unis suite à l'exercice de l'option d'achat des titres détenus par l'actionnaire minoritaire. Cette société est désormais détenue à 100 %.

Activité et résultat

L'éclatement géographique de ses marchés ainsi que la diversité de ses métiers permet à SAVENCIA Fromage & Dairy de compenser au mieux les aléas conjoncturels pouvant affecter tant le niveau de consommation que les différentes composantes des prix de revient.

La demande des consommateurs n'évolue en effet pas de la même façon sur les marchés matures et sur les zones en développement. Elle peut varier en fonction du type de produits de grande consommation et de l'intensité des actions commerciales entreprises. Les variations des cotations mondiales des produits industriels n'affectent normalement pas les activités « Produits Fromagers » et « Autres Produits Laitiers » aux mêmes moments, avec la même ampleur et dans le même sens. La répercussion d'éventuelles hausses de prix de revient s'appuie sur la force des marques et le caractère souvent innovant des offres faites aux consommateurs.

D'autres éléments relatifs aux risques figurent dans la partie « situation financière » du présent document, au point 5.2.10 de l'annexe aux états financiers consolidés et dans la deuxième partie du rapport du Président sur l'organisation du conseil et les procédures de contrôle interne.

L'année 2016 se caractérise par deux périodes différentes :

- une première période au cours de laquelle le prix du lait et des cotations des produits industriels sont restés au plus bas sous l'influence d'une production laitière mondiale en hausse ;
- une seconde période au cours de laquelle un certain rééquilibrage a été initié sous l'influence d'un ralentissement de la production laitière mondiale et d'une croissance de la consommation.

Au 31 décembre 2016, le chiffre d'affaires consolidé de SAVENCIA Fromage & Dairy s'établit à **4 418,4 millions d'euros** contre **4 441,9 millions d'euros** pour la même période de l'année précédente, en retrait de **0,5 %**.

À périmètre ⁽¹⁾ et taux de change constants ⁽²⁾, l'évolution est positive de 2,2 %. L'évolution du chiffre d'affaires est pénalisée par un effet de change très défavorable de 2,7 %, en lien avec l'affaiblissement des devises sud-américaines, du yuan chinois et de la livre sterling face à l'euro.

La part du chiffre d'affaires réalisé hors de France passe de 69,5 % en 2015 à 70,3 % en 2016.

Le résultat opérationnel courant progresse de 23,2 % par rapport à 2015. Il s'élève à **187,1 millions d'euros**. La marge opérationnelle courante est de 4,2 %. Elle s'élevait à 3,4 % du chiffre d'affaires en 2015. Cette évolution résulte :

- d'une amélioration du mix volume dans certaines activités et la résistance des volumes des marques stratégiques ;
- de la bonne performance de l'International qui bénéficie d'effets prix et volumes positifs ;
- de la poursuite des actions de rationalisation.

Ces effets favorables ont cependant été affectés par :

- la faiblesse des cotations des produits industriels sur la majorité de l'année, affectant en particulier les prix de vente des ingrédients laitiers ;
- l'impact de la baisse du prix du lait et la pression continue exercée sur les prix de vente des produits de grande consommation notamment en France et sur l'ensemble de l'Europe en général ;
- un contexte économique difficile sur certaines zones et en particulier l'Amérique du Sud.

Produits Fromagers

Le chiffre d'affaires des Activités fromagères est en progression de 0,4 % par rapport à 2015, à **2 611,7 millions d'euros**, soit 59,1 % du chiffre d'affaires consolidé total de SAVENCIA Fromage & Dairy. Cette part relative était de 58,6 % en 2015.

Cette évolution du chiffre d'affaires résulte d'un effet volume-mix favorable sous l'effet du développement de l'International essentiellement hors Europe mais partiellement compensé par un effet prix défavorable sur l'ensemble des marchés en lien avec la baisse du prix du lait en Europe, ainsi qu'à la pression constante exercée sur les prix de vente des produits de grande consommation.

La variation de chiffre d'affaires se décompose en :

- une croissance organique ⁽³⁾ de + 1,5 % ; et
- un effet de change défavorable de - 1,1 % qui provient principalement de l'affaiblissement des devises sud-américaines, du yuan chinois et de la livre sterling ;

En **France**, le chiffre d'affaires baisse sous un effet prix significatif partiellement compensé par la bonne résistance des volumes des produits à marque stratégique.

Sur les autres pays d'**Europe**, le chiffre d'affaires est en recul, également soumis un effet prix négatif sur la plupart des marchés. L'effet volume est globalement légèrement positif mais cependant variable selon les pays, certains d'entre eux souffrant d'une conjoncture économique difficile entraînant un ralentissement de la consommation. Le dynamisme réel des marques stratégiques ne permet cependant pas d'annuler en totalité l'impact sur les prix de vente.

(1) *Le retraitement de périmètre des entités entrantes consiste :*

- pour les entrées de périmètre de l'année en cours à déduire la contribution de l'acquisition des agrégats de l'année en cours ;
- pour les entrées de périmètre de l'année précédente, à déduire la contribution de l'acquisition du 1er janvier de l'année en cours jusqu'au dernier jour du mois de l'année en cours où a été réalisée l'acquisition l'année précédente.

Le retraitement des entités sortantes consiste :

- pour les sorties de périmètre de l'année en cours, à déduire les contributions de l'entité sortie aux agrégats de l'année précédente à compter du 1er jour du mois de cession ;
- pour les sorties de périmètre de l'année précédente, à déduire les contributions de l'entité sortie aux agrégats de l'année précédente.

(2) *Le retraitement de l'effet change consiste en un calcul des agrégats de l'année en cours aux taux de change de l'année précédente.*

(3) *La croissance organique mesure l'évolution d'un agrégat à périmètre et taux de change constants une fois les retraitements de change et périmètre susmentionnés effectués.*

Le chiffre d'affaires à l'**International** est pénalisé par un effet de change défavorable. En croissance organique, le chiffre d'affaires des zones US et Asie est cependant en forte progression grâce à des volumes mix positif. Sur la zone Amérique du Sud, la crise économique qui sévit en particulier au Brésil continue à impacter la consommation et entraîne un recul des volumes, ceci dans un contexte inflationniste.

Le résultat opérationnel courant ressort à 156,1 millions d'euros, en hausse de 17,3 millions d'euros par rapport à 2015 soit une croissance organique de 12,8 %. Le taux de marge opérationnelle de ce secteur d'activité progresse de 5,3 % à 6 % en 2016. Cette évolution positive du taux de marge s'explique par l'amélioration du portefeuille produit et le renforcement de ses activités internationales.

Autres Produits Laitiers

Le **chiffre d'affaires** des « **Autres Produits Laitiers** » ressort à **1 941,8 millions d'euros**, en baisse de 1 % par rapport à 2015 et représente 43,9 % du chiffre d'affaires consolidé total de SAVENCIA Fromage & Dairy. Cette part relative était de 44,2 % en 2015.

Cette variation de chiffre d'affaires se décompose en :

- un effet de croissance de + 4,1 %. La progression de l'International compense la baisse constatée du marché français qui a souffert de la faiblesse des cotations mondiales des produits industriels la majorité de l'année, cet effet s'étant réduit sur le quatrième trimestre ; et
- un effet de change défavorable de - 5 % provenant principalement de la dépréciation du peso argentin et du yuan chinois par rapport à l'euro ;
- il n'y a pas d'effet de structure.

Le résultat opérationnel courant des « Autres Produits Laitiers » ressort à 47 millions d'euros contre 33,1 millions d'euros en 2015, soit une croissance organique de 42,5 %. Le taux de marge opérationnelle passe de 1,7 % en 2015 à 2,4 % en 2016. Cette progression se concentre sur les activités internationales. Le résultat opérationnel courant de l'activité Ingrédients est en baisse en dépit de la remontée tardive des cours de produits industriels.

Éléments non affectés aux activités

Le résultat opérationnel courant des éléments non affectés s'élève à - 16 millions d'euros contre - 20 millions d'euros en 2015. Il représente principalement les charges des sociétés holdings.

Les **éléments non récurrents** s'établissent à - **6,1 millions d'euros**, contre - 33,2 millions d'euros en 2015. Ils sont liés pour l'essentiel à la constatation de pertes de valeur de certains actifs au Brésil, pays qui fait face à une situation politico-économique difficile, à des charges et provisions de restructuration résultant des plans d'amélioration des performances engagés, partiellement compensés par des indemnités perçues suite à des sinistres et la liquidation du plan de pension aux États-Unis.

Le résultat opérationnel s'élève à **181 millions d'euros**, en hausse de 52,6 % par rapport à 2015.

Les **charges financières nettes** de SAVENCIA Fromage & Dairy ressortent à - **28,1 millions d'euros** pour l'année 2016 comparées à - 26,4 millions d'euros en 2015. Le résultat financier est affecté par l'évolution défavorable du résultat de change, cet impact étant partiellement compensé par l'effet de la baisse des taux et du niveau d'endettement.

La **quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence** net d'impôt ressort à **6,7 millions d'euros** contre 8,9 millions d'euros en 2015.

L'impôt sur les résultats s'élève à **47,7 millions d'euros**, en hausse de 8,5 millions d'euros par rapport à 2015. Le taux effectif ressort à 29,9 % contre 38,7 % en 2015. Cette évolution résulte essentiellement d'une baisse des charges non déductibles en 2016 et de la réduction des charges d'impôts différés en liaison avec la baisse annoncée du taux d'imposition français.

Le résultat net des activités poursuivies s'établit à **111,9 millions d'euros**, à comparer à 62,1 millions d'euros en 2015.

Le résultat net des activités cédées, en cours de cession ou abandonnées est nul.

Le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires de SAVENCIA Fromage & Dairy s'établit à **104,5 millions d'euros**. Il était de **57 millions d'euros en 2015**.

Effectifs

Les **effectifs moyens totaux**, y compris les intérimaires, des sociétés intégrées globalement représentent **19 307 collaboratrices et collaborateurs en 2016** contre **18 911 collaboratrices et collaborateurs en 2015**, soit une hausse de 2,1 %. Il n'y a pas d'effet de périmètre.

Ils se répartissent entre :

- « Produits Fromagers » pour 71,5 % ;
- « Autres Produits Laitiers » pour 24,8 % ; et
- effectifs non affectés pour 3,7 %.

Investissements

Les **investissements corporels & incorporels** de SAVENCIA Fromage & Dairy sont en hausse de 14,3 % par rapport à 2015, leur montant s'élève à **180,3 millions d'euros** en 2016, par rapport à un montant de **157,7 millions d'euros** en 2015.

Par secteur d'activité, les investissements se répartissent de la façon suivante :

- « Produits Fromagers » pour 57,5 % ;
- « Autres Produits Laitiers » pour 38,3 % ;
- non affectés pour 4,2 %.

Il n'y a aucune acquisition de filiales en 2016 alors que ces acquisitions représentaient 55,9 millions d'euros en 2015.

Recherche et développement

SAVENCIA Fromage & Dairy a de tout temps considéré ses dépenses de recherche et développement comme un atout fort permettant d'assurer l'innovation et par conséquent la croissance de ses différents métiers. En cohérence avec sa culture et ses principes généraux de fonctionnement, les opérations de développement sont regroupées par pôles technologiques afin de s'adapter aux besoins spécifiques de chaque métier. Ces opérations sont coordonnées dans le cadre de programmes transversaux. Ces programmes sont dirigés en priorité vers l'alimentation équilibrée et l'exploitation des qualités nutritionnelles du lait.

Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées, pour leur totalité, dans les comptes de charges par nature concernés.

Situation financière

Le **bilan** du Groupe reflète une situation financière toujours saine.

Les **fonds propres**, à **1 361,7 millions d'euros**, varient de + 90,8 millions d'euros par rapport aux comptes 2015, soit + 7,1 %.

L'**endettement net**, à **340 millions d'euros**, est en baisse de 48,4 millions d'euros. Il représente **25 % des capitaux propres**, contre 30,6 % au 31 décembre 2015.

Les ratios financiers imposés par les contrats de financement sont respectés.

SAVENCIA Fromage & Dairy ne présente pas d'exposition significative aux risques des marchés financiers. Les risques de change sont, comme par le passé, limités par la politique d'implantation d'unités de production sur les marchés de commercialisation. Les risques de taux sont gérés dans le cadre d'une politique de couverture prudente.

Cartographie des risques ¹

Le Groupe dispose d'une cartographie des risques construite en coordination avec le Management, dans le but d'identifier les risques potentiels et de développer les mesures permettant de réduire au maximum leur portée et leur occurrence. La formalisation de la démarche d'analyse des risques (ERM) par les principales entités opérationnelles est en cours. Les résultats de ces cartographies locales viendront compléter la cartographie Groupe existante.

La cartographie des risques comprend les étapes suivantes :

- Identification des risques : le risque représente la possibilité qu'un événement survienne et dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, les objectifs du Groupe ou sa réputation.
- Évaluation du niveau de gravité du risque : les risques sont évalués selon deux critères, leur probabilité d'occurrence et leur impact.
- Analyse du niveau de maîtrise du risque : cette étape consiste à examiner les mesures de prévention et de protection existantes à date et à évaluer le niveau de maîtrise des risques potentiels.

Les principaux risques identifiés au niveau du Groupe sont les suivants :

Risque de non-respect de la réglementation

Les activités du Groupe sont soumises à de multiples lois et réglementations changeantes et de plus en plus contraignantes, relatives à la sécurité alimentaire, la protection des consommateurs, la nutrition, l'environnement, ou le droit de la concurrence.

Le Groupe veille au respect de toutes les dispositions légales et réglementaires des pays où il opère, et prend les mesures qu'il considère appropriées pour s'assurer de ce respect. Outre une veille permanente afin d'identifier les différentes évolutions réglementaires, il développe par exemple des actions de sensibilisation à destination des collaborateurs concernés et poursuit des actions de formation.

Risque produit

¹ d'autres éléments relatifs aux risques figurent dans la partie « situation financière » du présent document, au point 5.2.10 de l'annexe aux états financiers consolidés

La confiance des consommateurs dans les marques du Groupe repose sur une matière première et un produit de qualité irréprochables. Le Groupe est donc particulièrement attentif à la sécurité alimentaire de ses produits. Le risque de contamination est principalement lié à des origines microbiologiques mais aussi à de possibles contaminants chimiques, allergènes ou corps étrangers et ce, aux différents stades de l'élaboration des produits, depuis la collecte du lait ou l'achat des matières premières jusqu'à la fabrication et le stockage des produits, ou leur distribution.

La politique qualité du Groupe couvre aussi bien les processus d'achat des matières premières, que de production et de distribution. Elle répond aux protocoles internationaux de diagnostic et de maîtrise de la sécurité alimentaire les plus rigoureux et est constamment mise à jour, notamment dans ses nouveaux métiers, comme la nutrition infantile ou le parapharmaceutique.

- Risque d'atteinte sérieuse à la réputation du Groupe

La réputation du Groupe et son image peuvent être, à tout moment, fragilisées par des événements défavorables portant atteinte à la notoriété de ses produits, ou par la diffusion non contrôlée d'information préjudiciable dans les médias et les réseaux sociaux relative à ses activités, ses sites de production, ses marques, ses produits, leur composition et ses dirigeants.

Face à ce risque, le Groupe s'est doté d'un dispositif de gestion de crise qui a pour objectif de prévenir les crises et de réduire leurs impacts.

- Risque de volatilité des prix matières

Sur l'ensemble des marchés où il opère, le Groupe doit faire face à une volatilité croissante des prix du lait et de la cotation des produits industriels. Cette volatilité s'est accrue en Europe à partir de 2007, puis suite à l'arrêt en 2015 des dispositifs de régulation des marchés laitiers. Dans le cas d'une situation de marché fortement haussière, le Groupe pourrait ne pas pouvoir augmenter ses tarifs auprès des clients distributeurs dans la même proportion et dans les mêmes délais, ce qui contribuerait à peser sur ses résultats.

Face à ce risque, le Groupe peut s'appuyer d'une part, sur un portefeuille unique de marques internationales et locales reconnues sur leurs marchés, sur ses deux métiers complémentaires et contre cycliques Produits Fromagers et Autres Produits Laitiers qui ont en commun la valorisation de la ressource laitière et d'autre part, sur des partenariats à long terme avec ses producteurs de lait.

- Risque d'arrêt d'un site stratégique

Certaines spécialités ou ingrédients stratégiques, sont fabriqués ou transitent dans un nombre limité de sites, voire sur un site unique. La survenance d'un événement entraînant la destruction totale ou partielle de l'un de ces sites pourrait affecter significativement la production et la commercialisation de ces produits.

Le Groupe poursuit depuis de nombreuses années un programme de sécurisation de ses sites et de prévention des risques incendie avec le concours de ses assureurs et fixe à ses principaux sites industriels des objectifs d'amélioration visant à diminuer l'occurrence de ces risques. Le Groupe poursuit le développement d'une démarche de Plan de Continuité d'Activité en cas de sinistre majeur. En outre, le Groupe a toujours traditionnellement pratiqué une politique prudente en matière de protection de ses actifs, de couverture de risques majeurs du type dommages aux biens, de pertes d'exploitation et de responsabilité civile.

- Risque sécurité des hommes

La santé et la sécurité des hommes et des femmes qui travaillent pour le Groupe sont une priorité. Pour améliorer constamment la sécurité au travail, le Groupe met en œuvre un programme international de mobilisation, de formation et de gestion : « la Sécurité, c'est notre affaire ! ». Un référentiel sert de guide à toutes les unités de production et l'affichage des 10 règles d'or véhicule partout les messages de prévention. Outil central de ce programme, la visite de sécurité comportementale (VSC) permet de sensibiliser et de mobiliser toutes les parties prenantes : Direction, managers et opérateurs. En outre, un programme visant à protéger la sécurité des collaborateurs en déplacement a été développé.

- Risques financiers

- Risque de marché

Le Groupe est exposé à des risques financiers, tels que les risques d'évolution des taux d'intérêt, de change ou des cours des matières premières. Ceux-ci peuvent avoir un impact défavorable sur le chiffre d'affaires et les résultats financiers.

La politique du Groupe consiste à suivre et gérer ces expositions de manière centralisée et de n'utiliser des instruments dérivés qu'à des fins de couverture économique. Les opérations de marchés font l'objet de procédures strictes. Le risque de change est par ailleurs limité par la stratégie du Groupe visant à produire et commercialiser localement la plupart de ses spécialités.

- Risque de placement

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie, notamment bancaire, dans le cadre de sa gestion financière. La politique bancaire du Groupe a pour objectif de réduire ses risques en diversifiant les contreparties, en privilégiant la qualité de crédit de celles-ci et leur caractère liquide ainsi qu'en appliquant des limites à chacune d'elles.

- Risque de financement

Le Groupe a été amené ces dernières années à augmenter son endettement via des financements à court et long termes. Le financement du Groupe fait l'objet d'une politique visant à centraliser et diversifier ses sources de financement et à veiller au respect des covenants liés à ces financements.

- Risque climatique

À court terme, le Groupe n'a pas identifié de risques financiers significatifs liés aux effets du changement climatique. Les risques associés au dérèglement climatique sont limités en raison des implantations géographiques des filiales. À date, les sites ayant identifiés des risques potentiels, s'y sont préparés en se dotant de plans de continuité d'activité et en réalisant des études spécifiques.

Afin de réduire progressivement ses émissions de gaz à effet de serre, SAVENCIA SA priorise les actions de réduction de ses consommations énergétiques et veille à ce que les nouveaux équipements soient moins émetteurs de GES.

- Risques de pertes de clients

La concentration de la grande distribution, client privilégié des circuits de grande consommation, accroît le risque de déréférencement lié au regroupement des ventes sur un nombre réduit de client.

Afin de se prémunir contre un risque de déréférencement, le Groupe met en avant la force de ses marques, la qualité des services rendus aux clients et la rentabilité apporté à ses clients au travers d'une innovation régulière.

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement d'importance significative n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

Perspectives

Les incertitudes relatives à la volatilité des devises, à l'économie laitière mondiale ainsi que la guerre des prix destructrice de valeur que se livre les distributeurs continueront à impacter fortement l'année 2017. Par ailleurs, la consommation mondiale continuera à être affectée par le ralentissement de l'activité économique des pays émergents.

Dans cette situation, SAVENCIA Fromage & Dairy, confiant dans sa stratégie à long terme et le travail de ses équipes, continuera ses efforts d'adaptation et de compétitivité. Le développement des produits de spécialités et de l'International demeureront les moteurs de sa croissance.

Le dialogue permanent constructif et transparent avec ses partenaires : actionnaires, salariés, producteurs laitiers, distributeurs ou clients industriels demeure déterminant pour relever les défis du monde de demain.

SOCIETE MERE

En 2016, les comptes de votre société ont été établis en utilisant les mêmes principes et méthodes comptables qu'en 2015.

Activités et résultats

Les produits d'exploitation de l'exercice 2016, comprenant principalement les redevances de propriété industrielle et incorporelle versées par vos filiales, se sont élevés à 32,8 millions d'euros contre 21,8 millions d'euros en 2015.

Les charges d'exploitation de l'exercice 2016 se sont élevées à 41,2 millions d'euros contre 37,3 millions d'euros en 2015.

Le résultat financier est positif de 32,7 millions d'euros contre 35,4 millions d'euros en 2015.

Le résultat exceptionnel est positif de 6 millions d'euros contre 9,8 millions d'euros en 2015. Ce résultat provient essentiellement de la cession de titres de participation.

Le poste impôts sur les bénéfices est impacté par le régime de l'intégration fiscale dont bénéficient vos filiales françaises détenues à 95 % ou plus. Ce régime permet de neutraliser les opérations réalisées au sein du Groupe intégré et de compenser les profits taxables avec les pertes fiscales.

Le résultat net comptable, après prise en compte des amortissements et de l'effet des provisions représente un bénéfice de 40,2 millions d'euros contre un bénéfice de 38,9 millions d'euros en 2015.

Au cours de l'exercice, les investissements corporels et incorporels se sont élevés à 1,7 million d'euros contre 2,3 millions d'euros en 2015. La cession des titres de participation mentionnée précédemment induit un désinvestissement de 13,6 millions d'euros.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement d'un montant de 61 millions d'euros représente un placement de liquidité et les actions auto-détenues.

En accord avec la loi de modernisation de l'économie, vous trouverez ci-dessous une décomposition des dettes fournisseurs au 31 décembre 2016 :

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	Échus	Non échus	Total	Échus	Non échus	Total
Fournisseurs français	315	7 604	7 919	88	13 050	13 138
Fournisseurs étrangers			1 537			2 087
TOTAL			9 456			15 225

Le montant des dettes échues au 31 décembre 2016 correspond à des litiges ou retenues de garantie.

En ce début d'année, les premiers mois d'activité n'appellent pas de commentaires particuliers.

Affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2016 qui se monte à 40 222 684,25 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 361 902 370,46 euros, constitue un montant disponible de 402 125 054,71 euros, ainsi qu'il suit :

En euros	
Aux actionnaires, un dividende brut de 1,6 euro par action, soit	22 452 688,00
Au poste report à nouveau	379 672 366,71
TOTAL	402 125 054,71

Le dividende sera payé le 17 mai directement aux actionnaires qui sont titulaires d'actions inscrites dans un compte nominatif pur ou aux intermédiaires financiers chargés de la gestion des actions au porteur ou inscrites en compte nominatif administré, par l'intermédiaire de Caceis.

La date de détachement du coupon est fixée au 15 mai.

Il sera précisé que les sommes correspondant au dividende non versé sur les actions propres détenues par la Société au jour du détachement du coupon seront affectées au report à nouveau.

Pour satisfaire aux prescriptions légales, il est rappelé que les dividendes versés aux actionnaires au titre des trois derniers exercices s'établissent comme suit :

Versés en	Au titre de l'exercice	Nombre d'actions	Dividende Total ⁽¹⁾	Dividende brut par action	Abattement
2014	2013	14 032 930	14 019 350,00 €	1,00 €	40 %
2015	2014	14 032 930	11 220 780,00 €	0,80 €	40 %
2016	2015	14 032 930	13 943 830,00 €	1,00 €	40 %

(1) *Compte tenu des actions n'ouvrant pas droit à dividende.*

Nous vous informons qu'il n'y a pas eu en 2016 de dépenses somptuaires au sens de l'article 223 *quater* du Code Général des Impôts.

Informations concernant le capital

Capital social

Au 31/12/2016	Capital %	Nb d'actions	Nb droits de vote bruts ⁽³⁾	Droits de vote bruts %	Nb droits de vote nets ⁽⁴⁾	Droits de vote nets %
Soparind SCA	66,64 %	9 350 953	18 701 906	79,16 %	18 701 906	79,65 %
FCPE ⁽¹⁾	2,87 %	402 700	620 700	2,63 %	620 700	2,64 %
Auto-détention ⁽²⁾	1,05 %	146 854	146 854	0,62 %	0	0 %
Public	29,44 %	4 132 423	4 156 926	17,59 %	4 156 926	17,71 %
TOTAL	100 %	14 032 930	23 626 386	100 %	23 479 532	100 %

(1) *Personnels de SAVENCIA Fromage & Dairy et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 3344-1 et suivants du Code du Travail, détenant des actions SAVENCIA Fromage & Dairy, dans le cadre de Fonds Commun de Placement d'Entreprise.*

(2) *Y compris contrat de liquidité.*

(3) *Tenant compte des actions privées de droit de vote.*

(4) *Excluant les actions privées de droit de vote.*

La société Northern Trust détient 8,2 % du capital de votre société (dont 1,6 % pour compte de tiers).

Depuis le 28 février 2013, le capital social se compose de 14 032 930 actions de 1 euro de nominal chacune.

Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat (réf. : article L. 225-100-3 du Code de Commerce)

- La structure du capital social au 9 février 2017, date du dernier relevé Titre au Porteur Identifié :
 - titres au nominatif = 9 938 942 représentant 19 392 333 droits de vote nets (excluant les actions privées de droit de vote) ;
 - titres au porteur = 4 093 988 représentant 4 088 158 droits de vote nets (excluant les actions privées de droit de vote).
- Les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions :

- les actionnaires doivent déclarer à la Société les franchissements de seuil, à la hausse ou à la baisse, de 1 % du capital social ainsi que tous les multiples de ce pourcentage jusqu'au seuil de 34 %, dans les 15 jours de l'inscription en compte des titres, à peine d'être privés du droit de vote dans les conditions prévues à l'article L. 233-14 du Code de Commerce ;
- un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.
- Les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 (relatifs en particulier aux déclarations de franchissements de seuils) :
 - participation détenue par SOPARIND SCA directement ou indirectement, au 9 février 2017 = 66,64 % du capital (soit 79,16 % en droits de votes bruts (tenant compte des actions privées de droit de vote) et 79,65 % en droits de votes nets (excluant les actions privées de droit de vote) ;
 - par ailleurs, la société Northern Trust détient 8,2 % du capital de SAVENCIA SA (dont 1,6 % pour compte de tiers) au 9 février 2017.
- La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci (résultant notamment des actions de préférence) :
 - aucun.
- Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier (cas par exemple des FCPE) :
 - aucun.
- Les accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions ou à l'exercice des droits de vote (pacte d'actionnaires) :
 - en cas de vente d'actions issues de l'exercice de stock-options, existence d'un droit de préemption au bénéfice de SAVENCIA SA pour le rachat de ses propres actions.
- Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'Administration ainsi qu'à la modification des Statuts de la Société :
 - les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle pour des mandats d'une durée de 1 an, renouvelables. La composition du Conseil d'Administration vise à refléter l'internationalisation du Groupe, et comprend 6 Administrateurs indépendants, en application des principes de bonne gouvernance d'entreprise ;
 - la modification des statuts s'effectue aux conditions de quorum et de majorité prévus par la loi en matière d'Assemblée Extraordinaire.
- Les pouvoirs du Conseil d'Administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions :
 - délégations conférées par l'Assemblée Générale Ordinaire et/ou Extraordinaire au Conseil d'Administration pour ;
 - augmenter en une ou plusieurs fois le capital en nature, en numéraire ou par incorporation de réserves ;
 - le rachat d'actions de la Société à concurrence de 10 % maximum du capital social ;
 - l'augmentation du capital en faveur des salariés à concurrence de 3 % maximum dudit capital.
- Les accords conclus par la Société qui seraient modifiés ou prendraient fin en cas de changement de contrôle de la Société :
 - une clause prévue à cet effet figure dans les principaux contrats de financement. Le montant des emprunts concernés porte sur environ 874 millions d'euros correspondants aux emprunts obligataires et emprunts auprès d'établissements financiers. Les ratios financiers figurant dans les contrats de financement sont respectés.
- Les accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique (en particulier, indemnités de départ et golden parachutes) :
 - aucun au-delà de ce qui est prévu dans les différentes conventions collectives.

Négociations en Bourse par la Société de ses propres actions

L'Assemblée Générale Ordinaire du 20 avril 2016, agissant dans le cadre des dispositions prévues à l'article L. 225-209 du Code de Commerce, a autorisé la Société à racheter en Bourse ses propres actions en vue de l'exercice de plans d'options d'achat et/ou de souscription d'actions, par les cadres dirigeants et/ou mandataires sociaux et/ou salariés de la Société ou des sociétés affiliées, ou l'attribution gratuite aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés affiliées.

Prix maximum d'achat : 140 euros par action.

Nombre d'actions à acquérir : à concurrence de 10 % maximum du nombre d'actions composant le capital social.

À ce titre, et au cours de l'exercice :

- 1) s'agissant des programmes d'options d'achat d'actions consentis aux cadres dirigeants et/ou aux mandataires sociaux et/ou aux salariés de la Société ou des sociétés affiliées :
 - il a été acheté 130 139 actions au cours moyen de 57,55 euros ;
 - il a été cédé 3 000 actions au cours moyen de 47,90 euros.

- 2) s'agissant de l'animation du marché des titres de la Société, la Société a mis en place un contrat de liquidité. Dans le cadre de ce contrat de liquidité :
- 36 383 actions ont été achetées au cours moyen de 58,56 euros ;
 - 38 637 actions ont été vendues au cours moyen de 58,60 euros ;
 - le montant des frais de négociation s'est élevé à 25 000 euros.

Au 31 décembre 2016, votre société détient 146 854 de ses propres actions représentant 1,05 % du capital, pour une valeur d'achat de 8 485 062 euros, ce qui représente un montant de capital total de 146 854 euros.

Néanmoins, et pour tenir compte des rachats d'actions exercés depuis le 1^{er} janvier 2017, jusqu'au 9 février 2017, il est précisé que votre société détient 145 104 actions représentant 1,04 % du capital, pour une valeur d'achat de 8 390 644 euros, ce qui représente un montant de capital total de 145 104 euros.

Rémunération des dirigeants

Les modalités de rémunération des dirigeants sont explicitées dans le rapport sur les rémunérations et options d'actions des dirigeants mandataires sociaux et des membres du Conseil d'Administration ainsi que dans le rapport du Président sur l'organisation des travaux du Conseil et les procédures de contrôle interne.

S'agissant de l'information sur les engagements de retraite ou autres avantages viagers pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux (en application de l'article D. 225-104 créé par le décret n° 2016-182 du 23 février 2016) :

- a) *Intitulé de l'engagement considéré* : régime de retraite à prestation définie ;
- b) *Référence aux dispositions légales* : article 39 du Code Général des Impôts et article 137-11 du Code de la Sécurité Sociale ;
- c) *Conditions d'éligibilité* :
- être un dirigeant, au sens des accords RTT mis en place dans le Groupe, avoir un contrat de travail et exercer son activité en France ou, être un dirigeant ayant un contrat de travail de droit français, exercer son activité à l'étranger et avoir le statut de détaché ou d'expatrié au sens du Groupe ;
 - avoir perçu une rémunération annuelle supérieure à 5,5 plafonds annuels de la Sécurité Sociale pendant 2 années consécutives.

Le régime a été fermé à tout nouveau salarié du Groupe à la date du 31 décembre 2006 et a pris fin au 31 décembre 2008.

- d) *Modalités de détermination de la rémunération* :

Le salaire de référence est défini comme la moyenne des rémunérations des 36 derniers mois d'activité (base et primes d'objectif) revalorisée selon l'évolution de l'indice Insee.

- e) *Rythme d'acquisition des droits* :

Conditions à remplir simultanément pour l'obtention des droits à retraite :

- avoir atteint l'âge de 60 ans ;
- terminer effectivement son activité salariée dans une des sociétés du Groupe au moment du départ à la retraite ou de la mise à la retraite ;
- avoir liquidé l'ensemble de ses pensions de retraite au titre des régimes de retraite de base Sécurité Sociale et complémentaires (ARRCO et AGIRC TB) ;

RS (retraite supplémentaire) = 0,5 % x N x S avec :

N = comme nombre d'années de présence dans le Groupe, calculé par différence entre :

- d'une part, l'année du départ,
- et d'autre part, l'année d'entrée dans le Groupe ou l'année d'entrée dans le régime si celle-ci lui est postérieure.

Le nombre ainsi obtenu est arrondi au nombre entier supérieur.

Pour les bénéficiaires potentiels du présent régime, les droits acquis à compter du 1^{er} janvier 2009 - issus uniquement le cas échéant de la part financée par l'employeur - au titre du régime à cotisations définies « article 83 » préalablement mis en place au sein du Groupe, viennent en déduction du montant de la retraite supplémentaire (RS) précédemment calculé ;

- f) *L'existence éventuelle d'un plafond* : le nombre d'années (N) ne pourra excéder 5 ans.

Ainsi, le montant de la retraite supplémentaire (RS) est égal au maximum à 2,5 % du Salaire de référence (S) pour tous les bénéficiaires potentiels du régime.

Les bénéficiaires potentiels n'ayant pas atteint ce plafond au 31 décembre 2006 continuent d'acquérir de l'ancienneté (N) dans la limite de 5 années, jusqu'à l'obtention éventuelle du plafond de 2,5 % ;

- g) *Les modalités de financement des droits* : l'engagement global est externalisé au sein d'un contrat d'assurance ;
- h) *Charges sociales et fiscales associées à la charge de la Société* : 24 % sur les contributions.

Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF

Le Conseil d'Administration intègre le Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF dans sa démarche de gouvernance.

Le Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.code-afep-medef.com>

Toutefois, il est indiqué que 2 dispositions sont appliquées différemment des recommandations du Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF : les informations contenues dans les tableaux relatifs à la rémunération des dirigeants figurent déjà, pour l'essentiel, dans les différentes rubriques du rapport annuel.

SAVENCIA Fromage & Dairy considère de plus que la présence, au sein de ses comités spécialisés d'au moins deux Administrateurs indépendants suffit pour assurer pleinement leur efficacité.

Autres sujets soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire

Le contenu des parties suivantes qui concerne l'Assemblée Générale Ordinaire figure dans le rapport de gestion destiné à l'assemblée des actionnaires et n'est donc pas repris dans le présent document.

- **Rémunération des dirigeants**
- **Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF**
- **Consultation des actionnaires sur les éléments de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux**
- **Composition du Conseil d'Administration**
- **Rachat par la Société de ses propres actions**

Gouvernance

Au 31 décembre 2016, le Conseil d'Administration était composé de 12 membres :

- Monsieur Alex BONGRAIN
- Monsieur Armand BONGRAIN
- Monsieur Pascal BRETON
- Madame Clare CHATFIELD
- Madame Dominique DAMON
- Madame Béatrice GIRAUD
- Madame Martine LIAUTAUD
- Monsieur Ignacio OSBORNE
- Monsieur Jean-Yves PRIEST
- Monsieur Jean-Michel STRASSER
- Monsieur Thomas SWARTELE
- Madame Pascale WITZ

Le Conseil d'Administration du 20 avril 2016 a décidé de dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général : Monsieur Alex BONGRAIN a été nommé en qualité de Président du Conseil d'Administration.

La Direction Générale de la Société est composée de Monsieur Jean-Paul TORRIS, Directeur Général et de Monsieur Robert BRZUSCZAK, Directeur Général Délégué.

Tableau des délégations consenties au Conseil d'Administration pour augmenter le capital

Décisions	Opérations	Durée	Observations
AGM du 20/04/2016 = 23 ^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte	Augmentation de capital Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital en numéraire ou par compensation de créances, par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières à concurrence de 5 000 000 €, sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	26 mois	Pas d'utilisation en 2016 Expire en juin 2018
AGM du 20/04/2016 = 24 ^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte	Augmentation de capital réservée aux salariés Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital en faveur des salariés pour un montant maximum de 3 % du capital, soit 462 966 €	26 mois	Pas d'utilisation en 2016 Expire en juin 2018
AGM du 22/04/2015 = 24 ^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte	Augmentation de capital en rémunération d'apports de titres Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10 %, pour rémunérer des apports de titres	26 mois	Pas d'utilisation en 2016 Expire en juin 2017

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 DECEMBRE 2016

1. Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2016	2015
Chiffre d'affaires	2	4 418 361	4 441 853
Consommations externes	3	-2 763 912	-2 858 157
Frais de personnel	4	-839 169	-820 190
Dotations et reprises d'exploitation	5	-125 267	-119 372
Autres produits et charges d'exploitation	6	-502 910	-492 269
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		187 103	151 865
Autres charges opérationnelles	7	-18 626	-40 904
Autres produits opérationnels	7	12 516	7 681
RESULTAT OPERATIONNEL		180 993	118 642
Charges financières	8	-38 278	-35 704
Produits financiers	8	10 210	9 349
Quote-part de résultat net des entreprises associées	9	6 715	8 936
RESULTAT AVANT IMPÔTS		159 640	101 223
Impôts sur les résultats	10	-47 693	-39 203
Résultat net des activités poursuivies		111 947	62 020
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		-	41
RESULTAT DE L'EXERCICE		111 947	62 061
Part revenant aux actionnaires de la société-mère		104 494	57 020
Participations ne conférant pas le contrôle	23	7 453	5 041
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)			
Part du Groupe			
• de base	11	7,48	4,07
• dilué	11	7,30	3,97
Des activités poursuivies			
• de base		7,48	4,06
• dilué		7,30	3,96

ETAT RESUME DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	12 mois	
		2016	2015
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		111 947	62 061
Autres éléments du résultat global :			
Écarts de conversion ⁽¹⁾		22 078	8 007
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		-946	5 256
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie ⁽²⁾		-2 837	2 511
Autres mouvements		-468	-
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables		-97	258
Total des éléments recyclables en résultat net		17 730	16 032
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite		-7 678	8 100
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables		23	234
Total des éléments non recyclables en résultat net		-7 655	8 334
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts	21	10 075	24 366
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL NET D'IMPÔTS		122 022	86 427
Part du Groupe		115 092	77 201
Participations ne conférant pas le contrôle	23	6 930	9 226

(1) Essentiellement sur les devises suivantes : USD, EGP, BRL, CNY, ARS.

(2) Concerne pour l'essentiel les couvertures de taux d'intérêts et de matières premières

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

2. Bilan consolidé

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Immobilisations incorporelles	12	434 163	433 707
Immobilisations corporelles	13	928 558	882 520
Autres actifs financiers	14	30 823	31 022
Participations dans les entreprises associées	9	118 417	126 344
Instruments financiers dérivés non courants	18	18 253	17 126
Actifs d'impôts différés	15	33 368	26 076
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		1 563 582	1 516 795
Stocks et en-cours	16	462 461	429 071
Clients et autres créances	17	797 047	790 321
Créances d'impôts		36 469	24 619
Instruments financiers dérivés courants	18	6 948	3 657
Autres actifs financiers	19	12 466	18 394
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	430 824	371 088
TOTAL ACTIFS COURANTS		1 746 215	1 637 150
Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession		938	948
ACTIFS		3 310 735	3 154 893

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Capital apporté	22	86 956	94 165
Autres réserves	22	-12 835	-23 901
Résultats non distribués		1 186 253	1 100 881
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		1 260 374	1 171 145
Participations ne conférant pas le contrôle	23	101 312	99 731
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE	22	1 361 686	1 270 876
Provisions	24	110 609	106 540
Emprunts et dettes financières non courants	25	196 573	193 439
Autres passifs non courants	26	36 204	28 401
Instruments financiers dérivés passif non courants	28	6 559	6 847
Passifs d'impôts différés	15	52 579	56 698
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		402 524	391 925
Fournisseurs et autres créditeurs	27	932 687	892 460
Impôts sur les résultats à payer		14 652	12 130
Instruments financiers dérivés courants	28	3 793	1 193
Emprunts et concours bancaires	25	595 347	585 846
TOTAL PASSIFS COURANTS		1 546 479	1 491 629
Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession		46	463
PASSIFS		1 949 049	1 884 017
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		3 310 735	3 154 893

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3. Tableau des flux de trésorerie consolidés

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2016	2015
Résultat net des activités abandonnées ou en cours de cession		-	41
Résultat net des activités poursuivies		111 947	62 020
Impôts sur les bénéfices	10	47 693	39 203
Amortissements et provisions	5	125 267	119 372
Plus ou moins-values de cession		1 959	15 532
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	9	-6 715	-8 936
Charges financières nettes		11 517	20 166
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie		10 842	5 150
Marge brute opérationnelle		302 510	252 507
Intérêts financiers payés		-20 018	-28 304
Intérêts financiers reçus		8 869	8 072
Impôts sur les résultats payés		-64 480	-39 596
Variation du BFR	29	-10 788	42 078
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies		216 093	234 757
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées ou en cours de cession		-	-19
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'EXPLOITATION		216 093	234 738
Acquisitions de filiales, d'unités opérationnelles et de participations ne conférant pas le contrôle		-	-55 890
Cessions d'activités nettes de la trésorerie cédée		13 564	44 364
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	-180 323	-157 671
Produits résultant de cessions		13 576	2 775
Acquisition/cession d'actifs financiers et variations des autres actifs financiers courants		3 391	6 057
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)		1 272	13 777
Flux nets provenant des investissements des activités poursuivies		-148 517	-146 588
Flux nets provenant des investissements des activités abandonnées ou en cours de cession		-3	-
FLUX NETS DE TRÉSORERIE UTILISÉS POUR LES INVESTISSEMENTS		-148 520	-146 588
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Rachat net d'actions propres	22	-7 211	-775
Augmentation de capital reçue des minoritaires		-	1 678
Mouvements de capital concernant les sociétés de mises en équivalence		-	380
Émission d'emprunts	25	130 824	8 307
Remboursement d'emprunts	25	-39 829	-179 554
Dividendes versés		-16 539	-16 538
Flux nets provenant du financement des activités poursuivies		67 245	-186 502
Flux nets provenant du financement des activités abandonnées ou en cours de cession		-	-
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS DANS LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		67 245	-186 502
Incidences des variations de change		8 535	17 393
Augmentation/diminution de la trésorerie		143 353	-80 959
Reclassement de trésorerie des activités abandonnées ou en cours de cession		216	-
TRESORERIE A L'OUVERTURE	20	247 222	328 182
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	20	390 792	247 222

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

4. Tableau des variations de capitaux propres consolidés

Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société					
	Capital apporté	Autres réserves	Résultats non distribués	Participations ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
<i>En milliers d'euros</i>	(note 22)	(note 22)		(note 23)	
CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2015	94 714	-44 573	1 068 583	101 109	1 219 833
Retraitement de l'interprétation IFRIC 21	-	-	4 149	-	4 149
CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2015 retraité⁽¹⁾	94 714	-44 573	1 072 732	101 109	1 223 982
Dividendes distribués			-11 221	-5 317	-16 538
Total des éléments du résultat global au 31/12/2015		20 672	56 529	9 226	86 427
Plans d'options d'achats d'actions :					
• Valeur des services rendus	226				226
• Cession d'actions propres	-775				-775
Actions propres rachetées	-				-
Variation de capital			-	1 678	1 678
Effets de variations de périmètre :					
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			-17 159	-6 966	-24 125
Autres			-	1	1
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2015	94 165	-23 901	1 100 881	99 731	1 270 876
Dividendes distribués			-13 944	-2 595	-16 539
Total des éléments du résultat global au 31/12/2016		11 066	104 026	6 930	122 022
Plans d'options d'achats d'actions :					
Actions propres rachetées ⁽²⁾	-7 209			-2	-7 211
Variation de capital				-	-
Effets de variations de périmètre :					
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			-4 745	-2 716	-7 461
• Variation de pourcentage d'intérêt			36	-36	-
Autres			-1	-	-1
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2016	86 956	-12 835	1 186 253	101 312	1 361 686

(1) Le Groupe a appliqué à compter du 1^{er} janvier 2015 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014, l'interprétation IFRIC 21.

(2) SAVENCIA SA a eu l'opportunité de racheter ses propres actions mises sur le marché (127 885 actions).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

5. Notes annexes aux états financiers consolidés

SAVENCIA SA est une Société Anonyme à Conseil d'Administration enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé à Viroflay (78220). Ses actions sont négociées sur la Bourse de Paris.

Le nom commercial de SAVENCIA SA et de ses filiales est désormais SAVENCIA Fromage & Dairy « Le Groupe ». Son activité s'exerce dans deux secteurs : les « Produits Fromagers » et les « Autres Produits Laitiers » (cf. note 2).

Les états financiers consolidés ont été arrêtés le 9 mars 2017 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire. Ils seront définitifs après approbation par l'Assemblée Générale du 27 avril 2017.

5.1 Base de préparation des états financiers consolidés

En application du règlement européen CE n° 1 606/2 002 du 19 juillet 2002 relatif à l'utilisation des normes comptables internationales, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2016 ont été établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union européenne à cette même date. Par ailleurs ces états financiers ont également été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'IASB (International Accounting Standards Board). Ils sont arrêtés sur la base des comptes individuels de chaque entité constituant le Groupe et retraités pour être en conformité avec les principes comptables qu'il a retenus. Ils ont été établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs et passifs évalués à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat (instruments financiers dérivés compris), des actifs biologiques ainsi que les actifs et les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur. Sauf indication contraire, ces normes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Conformément à la norme IFRS 2 relative aux paiements en actions, seuls les plans d'options d'achat d'actions octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs à cette date ne sont pas évalués et ne sont pas comptabilisés.

Le Groupe applique les amendements aux normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le Groupe n'applique pas les normes et interprétations d'application obligatoire à partir de l'exercice 2017 mais qui peuvent être anticipés dans les comptes annuels de 2016. Le Groupe revoit l'ensemble des nouvelles normes et interprétations qui seront d'application à horizon 2018 et 2019, en particulier IFRS 9 – Instruments financiers, IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients et IFRS 16 – Contrats de location. Le Groupe ne s'attend pas à des impacts significatifs de l'application de la norme IFRS 15. L'impact sur les résultats et la présentation des comptes consolidés lié à la mise en place des normes IFRS 9 et IFRS 16 est en cours d'étude.

5.2 Méthodes de consolidation

Les états financiers d'une entité sous contrôle sont inclus dans le périmètre de consolidation dès le jour où le contrôle est transféré au Groupe et jusqu'à ce qu'il cesse. Les filiales font l'objet d'une intégration globale, les entités contrôlées conjointement et les entreprises associées font l'objet d'une mise en équivalence.

5.2.1 Filiales

Est considérée comme filiale toute entité contrôlée. Le contrôle consiste pour le Groupe à être exposé ou à avoir droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la filiale, ainsi qu'en la capacité à influencer sur le montant de ces rendements en vertu du pouvoir qu'il exerce sur celle-ci. Il peut s'agir d'un contrôle de fait. L'évaluation du contrôle prend également en compte les droits de vote potentiels substantifs qui sont exerçables en temps utile pour diriger les activités clés. Les états financiers des filiales sont intégrés ligne à ligne dans les comptes consolidés et les intérêts ne conférant pas le contrôle sont présentés distinctement au sein des capitaux propres. La part de résultat revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle est également présentée distinctement dans le compte de résultat.

Conformément à IFRS 3 révisée, la méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de nouvelles activités par SAVENCIA Fromage & Dairy. La contrepartie transférée correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur par le Groupe en échange du contrôle de l'acquése en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle. Les éléments du prix d'acquisition comprennent :

- les actifs remis au vendeur ;
- les passifs encourus ou éventuels ;
- les instruments de capitaux propres émis par le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy ; et
- les ajustements éventuels du prix d'acquisition.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus dans le poste « Autres charges d'exploitation », à l'exception :

- des frais d'émission d'instruments de capitaux propres émis en rémunération d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des capitaux propres ; et
- des coûts liés aux dettes financières contractées dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des dettes financières correspondantes.

Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy doit évaluer les intérêts ne conférant pas le contrôle soit :

- sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'acquise évalué à la juste valeur à la date d'acquisition et donc sans comptabilisation d'un goodwill au titre des intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du goodwill partiel) ;
- à la juste valeur à la date d'acquisition avec, en conséquence la comptabilisation d'un goodwill à la fois pour la part groupe et pour les intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du goodwill complet).

L'écart d'acquisition déterminé à la date de prise de contrôle correspond sur ces bases à la différence entre :

- la contrepartie transférée au titre de la prise de contrôle constatée à la juste valeur à la date d'acquisition, plus le cas échéant le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle et pour les acquisitions par étapes, la juste valeur, à la date d'acquisition de la quote-part d'intérêts antérieurement détenue ;
- le montant net des actifs identifiables acquis et passifs repris évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lorsque le calcul de l'écart d'acquisition aboutit à une différence négative, un profit est comptabilisé directement au compte de résultat.

Lors d'une prise de contrôle par achats successifs de titres, la quote-part d'intérêts détenue par l'acquéreur dans l'acquise avant la date de prise de contrôle est réévaluée en contrepartie du résultat sur la base des justes valeurs déterminées à la date de prise de contrôle.

Par application d'IAS 27, les effets des augmentations ou diminutions de pourcentages d'intérêt sans conséquence sur le contrôle d'une filiale sont constatés en capitaux propres.

La perte de contrôle exclusif donne lieu à la comptabilisation d'un résultat global de cession quand bien même un intérêt résiduel serait conservé.

5.2.2 Activités conjointes

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel le Groupe dispose de droits sur les actifs et d'obligations sur les passifs d'une entité. Chacun des coparticipants comptabilise les actifs, les passifs, les charges et les produits relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

5.2.3 Co-entreprises

Est considéré comme co-entreprise tout partenariat dans lequel le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'actif net de l'entité. La méthode de la mise en équivalence est alors appliquée. Les comptes consolidés du Groupe comprennent la quote-part des profits et pertes réalisés et accumulés de cette entreprise sur la base du pourcentage de détention et ce, à compter du jour où l'influence notable commence jusqu'à ce qu'elle cesse. Quand la quote-part du Groupe dans les pertes dépasse le montant investi dans la participation, celui-ci est ramené à zéro. De nouvelles pertes ne sont pas prises en compte à moins que le Groupe en ait l'obligation.

5.2.4 Éliminations des transactions et soldes intra-groupes

Les soldes et transactions intra-groupes sont éliminés ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-groupes. Les profits latents résultant de transactions réalisées avec des entités associées ou sous contrôle conjoint sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt détenu par le Groupe.

5.2.5 Entreprises dont les actifs non courants sont détenus en vue de la vente, activités abandonnées ou en cours de cession

Un groupe d'actifs et de passifs non courants est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée par le biais de la vente et non par son utilisation continue. Pour ce faire, il faut que l'actif soit disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs au bilan, sur la ligne « Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession ». Ces actifs sont évalués au plus faible de la valeur comptable ou de la juste valeur diminuée des coûts de cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés au bilan sur la ligne « Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession ».

Une activité cédée ou en cours de cession est définie comme une composante de l'entreprise faisant l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actifs abandonnés ou en cours de cession, qui soit :

- représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe ;
- fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique significative pour le Groupe ;
- est une filiale significative acquise uniquement dans le but de la revente.

S'agissant des activités abandonnées, le traitement du bilan n'est pas modifié.

Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère significatif.

5.2.6 Conversion des monnaies étrangères

Dans les sociétés du Groupe, les transactions réalisées en monnaie étrangère sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont inscrites au compte de résultat.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés du Groupe exprimés dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année, et, les postes du compte de résultat dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change annuel moyen ou au cours de change en vigueur à la date de la transaction. À la clôture de l'exercice, les différences de change qui surviennent lors de la nouvelle conversion des actifs nets du Groupe par rapport au cours de l'exercice précédent ainsi que celles survenant lors de la conversion au cours de clôture des résultats et transactions convertis au cours moyen ou effectif, sont imputées directement en autres éléments du résultat global.

Les goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis en euros au taux de clôture. Les bilans et résultats des sociétés du Groupe actives dans les économies hyper inflationnistes sont retraités pour tenir compte des changements de pouvoir d'achat des monnaies locales en utilisant les indices officiels ayant cours à la date du bilan. Ils sont ensuite convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année.

5.2.7 Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 Secteurs opérationnels.

Cette norme requiert que l'information sectorielle soit présentée conformément au reporting interne régulièrement examiné par le Directeur Général, principal décideur opérationnel, afin d'évaluer les performances de chaque secteur opérationnel et de leur allouer les ressources. Les secteurs sont définis en conformité avec la norme IFRS 8. Les résultats sectoriels représentent les résultats de l'activité de chaque secteur. Les frais de siège ainsi que les frais de recherche et développement sont réalloués aux secteurs concernés.

Les actifs par activité comprennent l'ensemble des actifs courants et non courants. Les actifs du siège utilisés par les secteurs opérationnels sont réalloués aux secteurs concernés. Les participations détenues dans les sociétés mises en équivalence sont affectées aux secteurs auxquelles elles sont rattachées.

5.2.8 Compte de résultat

Le compte de résultat présente les charges et les produits par nature. Dans les charges, il distingue les consommations externes (matières premières, matières incorporables, utilités...), les frais de personnel, les amortissements et les autres charges d'exploitation (honoraires, loyers, etc.).

5.2.9 Méthodes d'évaluation et définitions

5.2.9.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de service à des tiers, soustraction faite de l'ensemble des déductions commerciales. Elles sont enregistrées dans le compte de résultat lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou des services est transféré à l'acheteur. Elles sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. La disposition des excédents de lait, les échanges entre confrères et la valorisation des co-produits sont traités comme des éléments du coût des matières consommées.

Concernant les programmes de fidélisation de la clientèle, la part de chiffre d'affaires relative aux avantages octroyés qui seront utilisés dans le futur en lieu et place de la constatation d'une provision représentative des coûts encourus par le Groupe au titre de ces mêmes avantages, est différée. Le chiffre d'affaires différé, correspondant à la juste valeur des avantages octroyés, est reconnu en résultat au cours de l'exercice où ces avantages sont convertis en prestations.

5.2.9.2 CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements au titre de ces contrats (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

5.2.9.3 RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant est défini conformément à la recommandation du CNC 2009-R.03. Les éléments du résultat opérationnel n'en faisant pas partie sont des « Autres charges opérationnelles » et des « Autres produits opérationnels » résultant d'événements significatifs, inhabituels, anormaux et peu fréquents.

5.2.9.4 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Les charges financières incluent les intérêts supportés sur les fonds empruntés auprès des tiers. Elles comprennent également les commissions bancaires et les différences de change.

Les produits financiers incluent les intérêts acquis sur les fonds placés auprès des tiers. Ils comprennent aussi les différences de change sur les actifs et les passifs financiers. Les profits et les pertes sur les instruments de couverture de taux d'intérêt affectant le compte de résultat sont également enregistrés sur cette ligne.

5.2.9.5 IMPOTS

La ligne « Impôts sur les résultats » comprend les impôts courants sur les bénéficiaires ainsi que les impôts différés. L'effet fiscal sur les éléments comptabilisés directement en capitaux propres est également enregistré directement en capitaux propres.

Sur la base d'une analyse en substance, le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) est traité en subvention d'exploitation conformément à IAS 20. Par ailleurs, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) est classé en diminution des frais de personnel.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont comptabilisés sur les différences entre la valeur comptable au bilan des actifs et passifs et leur base fiscale telle qu'elle est retenue pour le calcul du bénéfice imposable, selon la méthode bilantielle du report variable.

Des impôts différés passifs sont calculés sur toutes les différences temporelles imposables à l'exception des écarts d'acquisition non déductibles. Des impôts différés actifs sont calculés sur toutes les différences temporelles déductibles ainsi que sur les pertes fiscales à reporter dans la mesure où il est probable que de futurs bénéfices imposables permettant leur imputation seront disponibles. À chaque clôture, la valeur nette comptable des impôts différés est revue sur la base des prévisions à trois ans. Une provision est enregistrée dès lors que les perspectives de résultat et donc de charges d'impôt probables des 3 prochains exercices ne permettent pas d'assurer la recouvrabilité des impôts différés actifs nets.

Les impôts différés sont calculés par application de la législation en vigueur sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet de tout changement de taux d'impôt est enregistré au compte de résultat à l'exception de ceux liés directement aux éléments de capitaux propres.

5.2.9.6 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles, lorsqu'elles sont propriétés du Groupe, sont inscrites au bilan à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Elles sont amorties linéairement, par composant, en fonction de leur durée d'utilité et en tenant compte des valeurs résiduelles éventuelles.

Les principales durées d'utilité sont les suivantes :

• bâtiments et aménagements	10 à 30 ans
• machines et équipements	5 à 20 ans
• outillage, mobilier, matériel informatique et divers	3 à 15 ans
• véhicules	4 à 7 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Les intérêts sur le financement des immobilisations en cours de construction sont capitalisés conformément à IAS 23 révisée. Toute dépense future est inscrite au compte de résultat au cours de l'exercice où elle est encourue à l'exception du cas où elle accroîtrait la capacité de l'actif immobilisé auquel elle est liée à générer des avantages économiques futurs.

Des immobilisations corporelles peuvent être mises à disposition du Groupe par des contrats de location ou de crédit-bail de longue durée. Lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est supportée par le Groupe, ces contrats sont comptabilisés comme des contrats de location financement, en inscrivant à l'actif le montant le moins élevé de la juste valeur du bien ou de la valeur actuelle des paiements minimaux lors de la signature du contrat, diminué des amortissements et des pertes de valeur, calculés de la même manière que pour des immobilisations corporelles de même destination. La contrepartie de ces actifs est une dette financière.

Les subventions d'équipement sont déduites de la valeur brute des immobilisations.

5.2.9.7 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles acquises telles que les systèmes d'information de gestion, les droits de propriété intellectuelle, les droits d'exercer des activités (droits exclusifs de vente, droits au bail...) et les marques.

Les écarts d'acquisition y compris les zones de lait représentent l'excédent qui existait entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables, à la date d'acquisition des activités nouvelles. L'écart d'acquisition se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les « Participations dans les entreprises associées ». L'écart d'acquisition comptabilisé séparément est soumis à un test de dépréciation au minimum annuel et plus fréquent s'il existe des indices de perte de valeur. Il est évalué à son coût déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition lié à l'entité cédée. Aux fins de réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux écarts d'acquisition. Une unité génératrice de trésorerie correspond généralement à une zone géographique.

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité lorsqu'elle est déterminable ce qui est le cas pour les systèmes d'information de gestion (3 à 7 ans), les droits de propriété intellectuelle (selon la protection juridique) et les droits d'exercer (selon les termes des contrats). Du fait de la notoriété des marques acquises, leur durée d'utilité ne peut être déterminée, elles ne sont donc pas amorties. Elles font l'objet, à chaque clôture annuelle ou intermédiaire s'il existe un indice de perte de valeur, d'un test de perte de valeur dans les mêmes conditions que pour les écarts d'acquisition.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement, comprenant les coûts salariaux des personnels participant au développement et une quote-part appropriée des frais généraux, sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

Les frais de recherche sont intégralement inscrits au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les frais résultant du développement (ou de la phase de développement d'un projet interne) doivent être immobilisés si, et seulement si, une entité peut démontrer tout ce qui suit :

- (a) la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- (b) son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;

- (c) sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (d) la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
- (e) la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (f) sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Au niveau du Groupe, les frais de développement sont liés à des nouveaux produits et ne sont pas comptabilisés en tant qu'actifs, la probabilité des avantages économiques futurs ne se manifestant que lorsque les produits sont sur le marché.

5.2.9.8 DEPRECIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS

Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation. Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, le caractère recouvrable de leurs valeurs comptables est mis en doute. La valeur recouvrable d'un actif représente sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Les dits actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants.

Les tests de dépréciation des UGT sont réalisés en comparant la valeur recouvrable de ces actifs ou de ces unités génératrices de trésorerie à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir des projections de flux futurs de trésorerie basés sur les prévisions financières en général à 3 ans approuvées par la Direction. Au-delà de la période de trois ans, les flux futurs de trésorerie sont extrapolés sur la base de la dernière année sans croissance. Les flux nets futurs de trésorerie attendus sont actualisés au coût moyen pondéré des capitaux, ajusté du risque géographique spécifique inhérent aux actifs et de l'inflation pour les pays hors zone Euro.

Une dépréciation (imputée en priorité sur les écarts d'acquisition) est comptabilisée en autres charges opérationnelles à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Les tests de perte de valeur des marques consistent à calculer la valeur recouvrable de la marque en utilisant l'approche par la prime. Cette méthode consiste à estimer la part de flux futurs générés par la marque par comparaison avec les flux futurs que l'activité pourrait générer sans la marque.

Pour les actifs non financiers (autres que les écarts d'acquisition) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire.

5.2.9.9 ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers qui ont une échéance supérieure à une année (sauf pour les instruments de capitaux propres) comprennent les créances non courantes et les autres instruments financiers comme les participations dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable. Suivant les raisons qui ont motivé leur acquisition, les actifs financiers sont classés en « Titres détenus jusqu'à l'échéance » ou en « Titres disponibles à la vente ». Ils sont comptabilisés dès que la transaction est réalisée.

Les créances ne portant pas intérêt sont évaluées à leur juste valeur sur la base du taux de marché.

La majorité des actifs financiers relève de la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente et de la catégorie des actifs détenus jusqu'à échéance.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Les gains ou pertes non réalisés sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global sauf en cas de baisse significative ou durable, auquel cas, les pertes sont constatées en compte de résultat. Lors de la vente de ces éléments, les ajustements de valeur figurant en capitaux propres sont comptabilisés au compte de résultat. La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

Les créances non courantes et les autres instruments représentatifs de dettes dont les clauses contractuelles prohibent la vente sont désignés comme actifs détenus jusqu'à l'échéance. Ils sont inscrits au bilan selon la méthode du coût amorti net de toute perte de valeur durable constatée.

5.2.9.10 STOCKS

Les stocks sont évalués au plus bas du coût ou de la valeur nette de réalisation.

Le lait acheté est évalué au coût d'achat réel à la date de clôture. Les stocks de lait produit par les troupeaux appartenant au Groupe sont évalués à la juste valeur à la date de production, diminuée des frais estimés du point de vente. Les produits finis achetés sont évalués à leur coût d'achat réel. Les produits en cours de fabrication et les produits finis sont évalués à leur coût qui comprend les frais directs de production et une allocation de frais communs et d'amortissement des centres de production. Il n'inclut pas les coûts d'emprunt.

La méthode du premier entré premier sorti est appliquée pour comptabiliser les mouvements de stocks des matières premières hors lait ainsi que des stocks de produits finis achetés. La méthode du coût moyen pondéré est utilisée dans les autres cas.

Si la valeur nette de réalisation que représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normale d'un élément quelconque, déduction faite des frais de vente, est inférieure à son coût établi comme décrit ci-dessus, une provision de la différence est comptabilisée.

5.2.9.11 CLIENTS ET AUTRES CREANCES

Les clients et autres créances sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis ultérieurement évalués à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des dépréciations. La dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il

existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la dépréciation représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Les charges constatées d'avance sont incluses dans cette ligne.

La créance prend un caractère irrécouvrable et est comptabilisée comme telle, lorsqu'il peut être démontré du défaut du créancier, par l'obtention d'un certificat d'irrécouvrabilité ou toute preuve établissant le défaut irrémédiable du créancier, ou encore à l'expiration du délai de prescription.

5.2.9.12 TRESORERIE ET EQUIVALENTS TRESORERIE

La ligne trésorerie et équivalents trésorerie se décompose en trésorerie, équivalents trésorerie, titres négociables, placements à court terme et autres. Les équivalentes trésoreries regroupent les dépôts bancaires à terme et les placements à taux fixe dont l'échéance à compter de la date d'acquisition est égale ou inférieure à trois mois. Les dépôts à terme de plus de trois mois ne sont susceptibles d'être classés en équivalents de trésorerie que s'il existe des options de sortie exerçables à tout moment ou au maximum tous les trois mois, que ces options soient initialement prévues au contrat et exerçables sans pénalité. Les dépôts à terme et placements à taux fixes doivent être également soumis à un risque négligeable de changement de valeur ; ceux dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne satisfont pas les conditions énoncées ci-dessus, ou dont l'échéance est inférieure à trois mois mais susceptibles de changement de valeur font partie des « Autres actifs financiers courants », conformément à la norme IAS 7 et aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

La trésorerie est évaluée à sa juste valeur. Tous les gains et pertes non réalisés sont enregistrés en compte de résultat.

Dans le cas où certains titres négociables seraient détenus en vue d'obtenir un profit à court terme, ils sont évalués à leur juste valeur. Tous les profits ou pertes réalisés ou non sont comptabilisés directement en résultat.

La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou sur la base de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

5.2.9.13 INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe pour gérer les risques de change, de taux d'intérêts et de prix de certaines matières premières auxquels il est confronté dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel, des contrats d'achat de matières premières à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devise ou de taux d'intérêts.

Tous les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluation internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;
- soit à partir de techniques de valorisation internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables.

Sous certaines conditions, la comptabilité de couverture peut être appliquée lorsque les instruments financiers compensent, en totalité ou partiellement, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'actifs ou de passifs comptabilisés ou d'engagement ferme. Elle est également appliquée pour les instruments dérivés désignés comme couverture d'un risque spécifique associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction future, hautement probable ou bien comme couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger. L'efficacité des couvertures est appréciée à intervalles réguliers, et au moins tous les trimestres.

Les couvertures de juste valeur comprennent les dérivés servant à couvrir le risque de change et/ou de taux d'intérêt. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation de ces instruments de couverture à la juste valeur à la date du bilan est enregistré immédiatement dans le compte de résultat. L'ajustement au bilan de l'élément couvert est réalisé en tenant compte du risque couvert et les variations de juste valeur du risque couvert sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir les flux financiers liés aux transactions futures telles que les ventes à l'exportation, les achats d'équipements en devises, la variation de prix et/ou de cours de change pour les achats de matières premières ainsi que les fluctuations anticipées de taux d'intérêts. Lorsque la couverture est efficace, la part efficace du gain ou de la perte résultant de l'évaluation de la juste valeur des instruments de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. La part inefficace de la variation de juste valeur est enregistrée immédiatement en compte de résultat. Lorsqu'un actif ou un passif résultant d'une transaction future couverte est comptabilisé au bilan, les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture précédemment enregistrés en capitaux propres sont transférés au coût d'acquisition du dit actif ou passif.

Des instruments financiers dérivés sont également utilisés pour réduire l'exposition au risque de change de l'investissement net dans une entité étrangère. Les variations de juste valeur de ces instruments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la vente ou la sortie de l'investissement net.

Les dérivés de transactions comprennent les instruments dérivés utilisés conformément à la politique de gestion des risques du Groupe mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée. Les dérivés acquis dans le but d'atteindre des objectifs de rendement des portefeuilles d'investissement font également partie de cette catégorie de dérivés. Leurs variations de juste valeur sont enregistrées en compte de résultat.

5.2.9.14 CAPITAL SOCIAL

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Lorsqu'une des sociétés du Groupe achète des actions de la Société (actions propres), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts supplémentaires directement attribuables (nets de l'impôt sur le résultat), est déduit des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société jusqu'à l'annulation, la réémission ou la cession des actions. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts supplémentaires directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

5.2.9.15 DETTES A COURT, MOYEN ET LONG TERME

Les dettes portant intérêts sont initialement comptabilisées à leur juste valeur nette des coûts de transactions encourus. Elles sont ensuite évaluées en application de la méthode du coût amorti. La différence entre la juste valeur à l'émission et le montant remboursé est amortie en fonction de la durée de la dette ou de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. Ils sont classés en passifs courants à moins qu'il n'existe un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum douze mois après la clôture.

5.2.9.16 OPTIONS DE VENTE ACCORDEES AUX DETENTEURS DE PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTROLE

En application d'IAS 32, lorsque des actionnaires minoritaires disposent d'options de vente de leur participation, les intérêts ne conférant pas le contrôle sont reclassés en dettes, cette dernière étant mesurée à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option.

Suite à la révision de la norme IAS 27, applicable au 1^{er} janvier 2010, l'écart entre la valeur de la dette, et la valeur des intérêts ne conférant pas le contrôle est imputé sur les capitaux propres part du Groupe.

Le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy a choisi de figer les écarts d'acquisitions relatifs aux options de vente accordées aux actionnaires minoritaires émises avant la révision de la norme IAS 27. Les variations ultérieures de la dette relatives au changement de la valeur estimée du prix d'exercice de l'option sont enregistrées en capitaux propres – part groupe et non plus en écart d'acquisition comme auparavant. L'effet de la désactualisation de la dette financière est constaté en résultat.

Les options de vente sont classées au bilan dans les autres passifs non courants, leur montant étant jugé significatif à l'échelle du Groupe, ceci conformément à la norme IAS 1.58.

5.2.9.17 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL ET PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Selon les lois et usages de chaque pays, les sociétés du Groupe ont des obligations en termes de retraite, préretraite, indemnités de départ, régimes de prévoyance et autres avantages à long terme (médailles du travail, jubilés, etc.). Ces obligations s'appliquent généralement à l'ensemble des salariés et/ou ex salariés des sociétés concernées.

Pour les régimes à cotisations définies et autres avantages à court terme, le coût de l'exercice est passé en charges sur la base des appels de cotisations ou sur la base des crédits de droits à prestation.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont déterminés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, les probabilités de mortalité, de rotation du personnel et de projections de salaires, ainsi que les hypothèses spécifiques à chaque régime et les dispositions réglementaires.

Les taux d'actualisation sont déterminés en référence au rendement, à la date d'évaluation, des obligations émises par les entreprises de premier rang (ou par l'État s'il n'existe pas de marché représentatif pour les emprunts privés) de maturité équivalente et de même monnaie que celles des engagements.

Les rendements attendus sont évalués en utilisant ce même taux d'actualisation.

Les gains et les pertes actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles ou d'écarts d'expérience sont reconnus sur l'exercice dans les autres éléments du résultat global. Ils ne sont jamais recyclés par le résultat.

Le coût des services passés relatifs à un amendement ou à une modification du régime est constaté immédiatement en résultat de l'exercice. Pour chaque plan, lorsque le montant à comptabiliser (montant de l'engagement net de la valeur des actifs de couverture et des éléments différés) est un passif, il figure en « Provisions ». Lorsqu'il s'agit d'un actif, il est inclus en « Autres actifs financiers ».

La charge de retraite est comptabilisée en frais de personnel hormis les coûts financiers et les rendements sur les actifs du régime, qui sont classés en résultat financier.

Certaines filiales offrent d'autres avantages à long terme, essentiellement des médailles du travail. Le coût de ces avantages est déterminé par calcul actuariel et comptabilisé en résultat sur la durée du service. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement.

Le Groupe a mis en place un plan de rémunération qui se dénoue en instruments de capitaux propres (options sur actions). La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges en contrepartie des capitaux propres. Le montant total comptabilisé en charges sur la période d'acquisition des droits est déterminé par référence à la juste valeur des options octroyées en date d'attribution. À chaque date de clôture, l'entité réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables.

Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres. Les sommes perçues lorsque les options sont levées, sont créditées aux postes « Capital social » (valeur nominale) et « Prime d'émission », nettes des coûts de transaction directement attribuables.

5.2.9.18 AUTRES PROVISIONS

Les provisions pour remise en état de site, pour coûts de restructuration, pour actions en justice et pour risques divers sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés s'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de la provision peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail et ne sont comptabilisées que lorsque des plans détaillés ont été établis et qu'un commencement de mise en œuvre ou une annonce ont créé une attente. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire au règlement de ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Bien que la probabilité de sortie pour chacun des éléments soit faible, il peut être probable qu'une certaine sortie de ressources sera nécessaire pour régler cette catégorie d'obligations dans son ensemble. Si tel est le cas, une provision est comptabilisée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Le taux d'actualisation avant impôt utilisé pour déterminer la valeur actuelle reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en charges d'intérêt.

5.2.10 Gestion du risque financier

5.2.10.1 RISQUE FINANCIER

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché, risque de crédit et risque de liquidité. La gestion des risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière du Groupe. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'Administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts en collaboration étroite avec les unités opérationnelles du Groupe. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximum autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

5.2.10.2 RISQUE DE MARCHE

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que le cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans les limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité, risque. En ce qui concerne les cours de matières premières (principalement le lait, le beurre et la poudre), le Groupe ne peut gérer ces risques qu'en présence de marchés organisés ce qui n'est le cas qu'aux États-Unis.

5.2.10.3 RISQUE DE CHANGE

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses unités de production. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs en devises enregistrés au bilan et des investissements nets dans des entités étrangères.

Pour gérer le risque de change lié aux transactions commerciales futures et aux actifs et aux passifs en devises enregistrés au bilan, les entités du Groupe recourent à des contrats de change à terme fermes ou optionnels.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le Groupe a pour politique de couvrir environ 80 % du montant des transactions futures anticipées dans chaque devise importante sur les 12 mois à venir.

Le Groupe détient certains investissements dans des activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion de devises.

5.2.10.4 RISQUE DE TAUX D'INTERET

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts initialement émis à taux fixe exposent le Groupe au risque de variation de prix sur taux d'intérêt. Le Groupe adapte ses décisions de couverture de taux en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de ses encours de financement.

5.2.10.5 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients (*cf. note 17*), des titres de placement (*cf. note 14*), et des instruments financiers dérivés actifs (*cf. note 18*).

Le Groupe ne présente pas de concentration importante de risque de crédit. Il a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que les clients achetant ses produits ont un historique de risque de crédit approprié. Une politique de contreparties bancaires est définie. Elle vise à répartir de manière ciblée les en-cours placés et les instruments dérivés auprès de banques et d'institutions financières de premier ordre. Elle vise à éviter d'être exposé à des concentrations significatives des risques financiers.

5.2.10.6 RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité résulte du fait que certaines contreparties pourraient ne pas remplir leurs obligations en termes de financements ou de placements. En termes de financement, la liquidité est assurée par une politique de lignes à long et moyen termes confirmées et partiellement utilisées. En terme de placements, la liquidité est assurée en minimisant l'exposition aux placements non monétaires (*cf. notes 25 et 28*).

5.2.10.7 ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Le Groupe possède un dispositif pour contrôler les évaluations de juste valeur sous le contrôle de la Direction Financière du Groupe.

La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluation internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;

- soit à partir de techniques de valorisation internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables.

La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des clients et autres débiteurs et des fournisseurs et autres créanciers est présumée correspondre à la juste valeur de ces éléments.

5.2.10.8 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DETERMINANTS

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes internationales, nécessite que le Groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe. Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition, des autres actifs incorporels et corporels, les provisions, les engagements de retraite et les impôts différés. Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'établissement des comptes et détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique (*cf. notes 7, 12, 13, 15, 24*).

5.2.10.9 GESTION DU CAPITAL

La politique du Groupe consiste à maintenir un niveau de fonds propres suffisant, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

Les membres du personnel détiennent 2,87% des actions ordinaires à travers un plan d'épargne entreprise.

Occasionnellement, le Groupe achète ses propres actions sur le marché. Le rythme de ces achats dépend des besoins de gestion du capital et des cours. Ces actions sont principalement utilisées dans le cadre des programmes d'attribution d'options sur actions du Groupe. Les décisions d'achat et de vente sont prises au cas par cas.

Le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital au cours de l'exercice 2016.

Ni la Société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques externes en matière de capital.

NOTE 1. ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au cours de l'exercice 2016 la principale évolution de périmètre concerne :

- La cession de 24,94 % le 15 juin 2016 de la participation dans la société Lacto Sérum France SA. Le résultat de cession n'est pas matériel.
 - Cette opération concerne le secteur des « Produits Fromagers ».

Au cours de l'exercice 2015 les principales évolutions de périmètre ont été les suivantes :

- La cession de 27% de la participation dans la société espagnole CORPORACION ALIMENTARIA PENASANTA SA (CAPSA) le 28 mai 2015 ;
- Le rachat de 35% du capital d'Advanced Food Products LLC suite à l'exercice de l'option d'achat de ces titres le 31 décembre 2015.
 - Ces opérations concernaient le secteur des « Autres Produits Laitiers ».
- La cession de 24,8% de la participation dans la société allemande Andechser Molkerei Scheitz Gmbh le 1^{er} octobre 2015.
 - Cette opération concernait le secteur des « Produits Fromagers ».

NOTE 2. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Directeur Général, principal décideur opérationnel. Les informations du reporting interne sont préparées en conformité avec le référentiel comptable appliqué par le Groupe.

Les secteurs opérationnels sont au nombre de deux :

Les Produits Fromagers : ce secteur regroupe la production et la distribution de fromages de marque et spécialités fromagères sur la plupart des marchés.

Les Autres Produits Laitiers : ce secteur regroupe la production et la distribution des crèmes fraîches et beurres de grande consommation, des produits pour la restauration commerciale (crèmes fraîches et UHT, préparations pour desserts, beurres pâtisseries, crèmes longue conservation) et des préparations à base de lait pour l'hôtellerie de luxe internationale.

Cette activité regroupe également les beurres techniques et les protéines laitières à haute spécificité pour les industries alimentaires, les industries de la nutrition et de la santé.

Parmi les indicateurs clés de performance revus et utilisés par le principal décideur opérationnel, seuls le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant et la marge opérationnelle courante font l'objet d'un suivi par secteur d'activité. Les autres indicateurs, notamment ceux relatifs aux flux de trésorerie et l'endettement net sont établis et analysés au niveau Groupe.

Les éléments de résultat résumé répartis par secteur d'activité se présentent et se rapprochent du bilan du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	12 mois							
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
CA par secteur	2 611 667	2 602 024	1 941 794	1 961 988	67 515	63 581	4 620 976	4 627 593
CA inter-secteur	-110 520	-104 155	-42 837	-36 203	-49 258	-45 382	-202 615	-185 740
CA externe	2 501 147	2 497 869	1 898 957	1 925 785	18 257	18 199	4 418 361	4 441 853
Dotations aux amortissements et provisions	-79 671	-77 735	-37 120	-33 986	-8 476	-7 651	-125 267	-119 372
Résultat opérationnel courant	156 079	138 822	46 966	33 110	-15 942	-20 067	187 103	151 865
Marge opérationnelle courante^(*)	6,0%	5,3%	2,4%	1,7%			4,2%	3,4%
Coûts de restructuration	-1 824	-11 471	-532	-1 965	-1 476	-	-3 832	-13 436
Dépréciation de valeur d'actif	-13 354	-524	401	-9 682	-	-475	-12 953	-10 681
Résultat sectoriel	140 901	126 827	46 835	21 463	-17 418	-20 542	170 318	127 748

(*) Le calcul de la marge opérationnelle n'est pas pertinent sur le secteur "Autres".

Les éléments du bilan répartis par secteur d'activité se présentent et se rapprochent du bilan du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	12 mois							
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Total des actifs dont :	2 112 879	1 997 885	1 186 146	1 146 381	11 710	10 627	3 310 735	3 154 893
Participations dans les entreprises associées	113 609	121 595	849	774	3 959	3 975	118 417	126 344

Les éléments de flux d'investissement par secteur d'activité se présentent et se rapprochent des flux du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	12 mois							
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Investissements incorporels et corporels	103 707	96 243	69 121	55 649	7 495	5 779	180 323	157 671

Passage du résultat par secteur d'activité au résultat de l'exercice :

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2016	2015
Résultat sectoriel	170 318	127 748
Autres charges opérationnelles	-444	-15 224
Autres produits opérationnels	11 119	6 118
Résultat opérationnel	180 993	118 642
Charges financières	-38 278	-35 704
Produits financiers	10 210	9 349
Quote-part de résultat net des entreprises associées	6 715	8 936
Résultat avant impôts	159 640	101 223
Impôts sur les résultats	-47 693	-39 203
Résultat net des activités abandonnées ou en cours de cession	-	41
Résultat de l'exercice	111 947	62 061

Chiffre d'affaires, investissements incorporels et corporels et total des actifs par zone géographique :

<i>En milliers d'euros</i>	France	Reste de l'Europe	Reste du monde
Chiffre d'affaires			
Au 31 décembre 2016	1 312 416	1 752 683	1 353 262
Au 31 décembre 2015	1 355 208	1 782 910	1 303 735
Investissements incorporels et corporels			
Au 31 décembre 2016	94 383	35 936	50 004
Au 31 décembre 2015	86 478	30 156	41 037
Total des actifs			
Au 31 décembre 2016	2 774 484	334 343	201 908
Au 31 décembre 2015	2 693 303	281 761	179 829

NOTE 3. CONSOMMATIONS EXTERNES

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2016	2015
Marchandises et matières consommées	-2 984 768	-3 087 840
Production stockée	40 676	3 635
Production immobilisée	2 837	2 641
Autres matières consommées non stockées	-213 616	-223 657
Ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits	390 959	447 064
	-2 763 912	-2 858 157

Les évolutions des postes « Marchandises et matières consommées » d'une part, et « Ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits » d'autre part, sont directement liées aux fluctuations de l'économie laitière.

NOTE 4. FRAIS DE PERSONNEL

	12 mois	
En milliers d'euros	2016	2015
Rémunération du personnel	-542 447	-532 681
Charges sociales	-218 987	-217 225
Participation des salariés	-13 944	-13 251
Personnel extérieur à l'entreprise	-63 966	-57 298
Subventions	175	265
	-839 169	-820 190

L'effectif moyen, comprenant également le personnel intérimaire, est de 19 307 personnes en 2016 (contre 18 911 en 2015). Cet effectif se répartit à raison de 7 929 personnes en France, 5 873 personnes en Europe (hors France) et 5 505 personnes dans les autres pays.

Les effectifs employés en France se répartissent par catégorie professionnelle à raison de 18% de cadres, 30% d'ETAM et 52% d'ouvriers.

NOTE 5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

	12 mois	
En milliers d'euros	2016	2015
Dotations aux amortissements	-121 973	-118 793
Dotations et reprises de provisions d'exploitation	-3 294	-579
	-125 267	-119 372

NOTE 6. AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION

	12 mois	
En milliers d'euros	2016	2015
Services extérieurs ⁽¹⁾	-467 664	-452 342
Impôts et taxes	-39 231	-43 967
Autres produits d'exploitation ⁽²⁾	3 985	4 040
	-502 910	-492 269

(1) Dont 0,2 million d'euros de frais d'acquisition (0,1 million d'euros en 2015).

(2) Les autres produits d'exploitation comprennent les crédits d'impôt recherche pour 3,9 millions d'euros (4 millions d'euros en 2015).

Parmi le poste « Services extérieurs », les honoraires de commissariat aux comptes représentent 1,9 million d'euros dont 1 million d'euros pour KPMG Audit ID et 0,9 million d'euros pour PWC Audit, montants équivalents à ceux de 2015. Le montant afférent aux autres prestations rendues n'est pas significatif au titre des exercices 2016 et 2015.

NOTE 7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les « Autres produits et charges opérationnels » comprennent en 2016 des dépréciations nettes de valeurs de certains actifs pour un montant de 13 millions d'euros, des charges nettes de restructurations industrielles pour 3,8 millions d'euros, des litiges, risques fiscaux et indemnités nets représentant un produit de 0,4 million d'euros, des remboursements de sinistres pour 5,8 millions d'euro et divers autres éléments représentant un produit net de 4,5 millions d'euros.

En 2015, ils sont composés de dépréciations nettes de valeurs de certains actifs pour un montant de 10,7 millions d'euros, des charges nettes de restructurations industrielles pour 13,4 millions d'euros, des litiges, risques fiscaux et indemnités nets représentant un produit de 3,1 millions d'euros, une moins-value de 13,2 millions d'euros, suite à la cession de la participation dans la société espagnole CORPORACION ALIMENTARIA PENASANTA SA, et divers autres éléments représentant un produit net de 0,9 million d'euros.

Les pertes de valeurs enregistrées en 2016 et 2015 sont le résultat des tests de dépréciation réalisés soit, sur toutes les unités génératrices de trésorerie qui ont des actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie, soit sur les unités génératrices de trésorerie pour lesquelles des indices de pertes de valeur ont été relevés.

Les principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité sont relatives :

- aux tendances d'évolutions des principaux marchés ;
- à l'évolution des cours de matières premières : le prix du lait ainsi que les cotations beurre et poudre ;
- aux hypothèses financières en matière de taux de change, de coût des couvertures de change, de taux d'inflation et de taux d'intérêt ;
- à l'évolution des taux d'actualisation.

Les hypothèses retenues sont celles du marché quand l'information est disponible (devises, taux d'intérêt...). Les hypothèses concernant les matières premières sont élaborées collégalement en interne en fonction des tendances historiques corrigées des effets des modifications de situations de marché anticipées par nos spécialistes.

Les taux d'actualisation utilisés dépendent du coût moyen pondéré des capitaux utilisés par le Groupe, majorés de coefficients de risques suivant les zones géographiques où les activités Produits Fromagers et Autres Produits Laitiers sont exercées. Les taux utilisés sont les suivants :

- 4,5% pour l'Europe de l'Ouest ;
- 5 % pour la France et le Japon ;
- 5,5 % pour les Etats-Unis ;
- 7 % pour l'Europe du Sud ;
- entre 5,5 % et 9 % pour les pays de l'Europe centrale et orientale membres de l'Union européenne ainsi que la Chine et le Chili ;
- entre 11,5 % et 22,5% pour la Serbie, la Russie, l'Inde, le Brésil, l'Uruguay et l'Egypte ;
- 34,5% pour l'Argentine ;
- 27% pour l'Ukraine.

En 2016, les perspectives du plan à long terme tiennent compte des nouvelles évolutions des marchés et de la concurrence, ainsi que du contexte économique difficile de certains pays dont la sortie de crise n'est pas prévisible dans un avenir proche. Celles-ci ont conduit à déprécier des immobilisations corporelles pour 13 millions d'euros dont 11,8 millions d'euros pour le Brésil, 0,5 million pour l'Ukraine et 0,7 million d'euros d'immobilisations corporelles sur diverses autres entités.

A fin décembre 2016, les dépréciations d'actifs cumulées s'élèvent à 71,4 millions d'euros dont essentiellement 25,6 millions d'euros sur l'Europe du Sud, 21,1 millions d'euros sur les différentes UGT de l'Europe de l'Est, 13,4 millions d'euros pour le Brésil, 9,1 millions pour l'Argentine et 2,2 millions d'euros sur les autres UGT.

Au vu de la valeur de réalisation des actifs résiduels sur les UGT sensibles, les effets de sensibilité n'entraîneraient aucune dépréciation complémentaire.

En 2015 les perspectives du plan à long terme ont conduit à déprécier des immobilisations incorporelles pour 9,5 millions d'euros en Argentine et 1,2 million d'euros sur diverses entités.

NOTE 8. RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Charges financières d'intérêts ⁽¹⁾	-17 886	-24 119
Commissions bancaires	-5 105	-5 646
Autres charges financières nettes	-4 283	-5 436
Change net	-11 004	-503
CHARGES FINANCIÈRES	-38 278	-35 704
Produits financiers ⁽²⁾	10 004	8 620
Protection de taux d'intérêts net ⁽³⁾	206	729
PRODUITS FINANCIERS	10 210	9 349
CHARGES FINANCIÈRES NETTES	-28 068	-26 355
<i>Dont charges d'intérêts, net⁽¹⁾⁺⁽²⁾⁺⁽³⁾</i>	-7 676	-14 770

Le résultat financier au 31 décembre 2016 est impacté principalement par l'évolution défavorable du résultat de change net, partiellement compensé par la baisse des charges financières liée à la réduction de l'endettement net moyen et la baisse des taux court terme en zone euro.

NOTE 9. PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES

Les seules co-entreprises du Groupe sont la société Compagnie des Fromages et RicheMonts (CF&R) en France et sa filiale Sodiaal GmbH en Allemagne détenues à 50%.

Ce partenariat a été créé début 2008 avec Sodiaal afin de bénéficier de la complémentarité des marques, des moyens industriels, des positions commerciales et des savoir-faire des deux entreprises rapprochées.

Le Groupe détient également des intérêts dans quelques entreprises associées, qui considérées individuellement, n'ont pas de caractère significatif.

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Quote-part dans les résultats avant impôts	9 942	13 502
Quote-part dans les impôts	-3 227	-4 566
Quote-part nette	6 715	8 936

Au 31 décembre 2016, la variation du poste Participation dans les co-entreprises et entreprises associées s'explique par :

En milliers d'euros	Au 31 décembre	Au 31 décembre
	2016	2015
Au 1er janvier 2016	126 344	188 561
Variation de périmètre ⁽¹⁾	-13 299	-57 853
Résultat de la période	6 715	8 936
Dividendes distribués	-1 269	-13 777
Autres	23	219
Variation écart de conversion	-97	258
SOLDE FIN DE PERIODE	118 417	126 344

(1) Au cours de l'exercice 2016, le Groupe a cédé sa participation de 24,94 % dans l'entreprise associée Lacto Sérums France SA. En 2015, le Groupe a cédé sa participation de 27% dans l'entreprise associée CAPSA, ainsi que sa participation de 24,8 % dans Andechser Molkerei Scheitz GmbH.

Compagnie des Fromages et RicheMons

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Actifs courants	179 356	169 070
Actifs non courants	172 554	170 063
ACTIFS	351 910	339 133
Capitaux propres	190 752	181 248
Passifs courants	124 589	123 228
Passifs non courants	36 569	34 657
PASSIFS et CAPITAUX PROPRES	351 910	339 133
Trésorerie et équivalents de trésorerie	706	916
Passifs financiers courants	2 166	370
Passifs financiers non courants	4 842	4 938

Compagnie des Fromages et RicheMons

12 mois

<i>En milliers d'euros</i>	2016	2015
Chiffre d'affaires	522 689	555 155
Résultat net	11 979	11 823
Autres ajustements	-25	225
Autres éléments du résultat global	45	467
Résultat global de l'exercice	11 999	12 515

Compagnie des Fromages et RicheMons

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Dividendes reçus de la co-entreprise ou de l'entreprise associée	-1 260	-1 049

Réconciliation de ces montants avec la valeur de mise en équivalence:

Compagnie des Fromages et RicheMons

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Capitaux propres	190 752	181 248
Pourcentage de détention	50%	50%
Quote-part de capitaux propres	95 376	90 624
Autres ajustements	5 099	4 610
Valeur des intérêts du Groupe dans la co-entreprise	100 475	95 234
Résultat net des entreprises associées	12 960	12 048
Pourcentage de détention	50%	50%
Quote-part de résultat net dans les entreprises associées et ajustements	6 480	6 024
Quote-part des entreprises associées dans les autres éléments du résultat global	23	234

NOTE 10. IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats se décompose comme suit :

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Impôts courants	-55 549	-45 866
Impôts différés	7 856	6 663
	-47 693	-39 203

Le montant de l'impôt sur les résultats est différent du montant théorique qui ressortirait du taux d'imposition moyen pondéré applicable aux bénéfices des sociétés consolidés en raison des éléments suivants :

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Résultat avant impôts	159 640	101 223
Impôts théoriques aux taux nationaux applicables aux bénéficiaires dans les pays concernés	47 807	29 039
Effets d'impôts :		
• retraitement de l'impôt des entreprises associées	-2 329	-2 791
• des bénéfices non assujettis à l'impôt et des charges non déductibles ⁽¹⁾	-4 372	7 597
• des impôts courants et différés liés à la qualification de la CVAE en impôt sur le résultat	5 716	5 681
• des crédits d'impôts	-823	-634
• de l'utilisation de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement et des dépréciations d'actifs nets d'impôts différés ⁽²⁾	6 721	4 220
• de changement de taux sur les impôts différés ⁽³⁾	-3 649	12
• autres ⁽⁴⁾	-1 378	-3 921
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisé	47 693	39 203
Taux moyen pondéré constaté	29,88%	38,73%

(1) Les charges non déductibles de 2015 concernaient les impacts de moins-value de cession et des dépréciations.

(2) Les pertes fiscales sont activées en fonction de la probabilité de récupération de ces déficits. En 2016, les perspectives de résultat et de charges d'impôt des trois années à venir de certaines sociétés ont conduit à enregistrer une dépréciation nette de 6,7 millions d'euros, en particulier sur la zone Amérique Latine, contre une dépréciation nette de 4,2 millions d'euros en 2015.

(3) Dont effet sur les impôts différés de la réduction du taux d'impôts de 34,43% à 28,92% à horizon 2020 pour un montant de 3,7 millions d'euros.

(4) Dont effet de régularisations de l'administration fiscale sur 2016 et 2015.

Le taux d'impôt applicable en 2016 pour la société mère qui clôt ses comptes au 31 décembre est de 34,43 % (38 % en 2015). Le plafonnement des déficits reportables n'a pas entraîné de charge d'impôt supplémentaire sur l'exercice au niveau du Groupe.

NOTE 11. DIVIDENDES PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA par le nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de chaque exercice, hors actions propres rachetées par la Société (cf. note 22).

En milliers d'euros	2016	2015
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA	104 494	57 020
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	13 973 253	14 025 093
Résultat de base par action	7,48	4,07

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options d'achat d'actions octroyées.

En milliers d'euros	2016	2015
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA	104 494	57 020
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	13 973 253	14 025 093
Effet dilutif des options d'achats	336 018	354 711
Nombre moyen pondéré d'actions ajusté	14 309 271	14 379 804
Résultat dilué par action	7,30	3,97

Les dividendes versés en 2016 et 2015 ont été respectivement de 1 et 0,8 euro par action. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 27 avril prochain de distribuer un dividende de 1,6 euro par action au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

NOTE 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Ecart d'acquisition (1)	Droits de propriété intellectuelle et Marques (2)	Autres droits d'exploitation	Total
Au 31/12/2014				
Coût	278 608	228 783	38 882	546 273
Amortissements et dépréciations cumulés	-9 072	-80 198	-18 627	-107 897
VALEUR NETTE COMPTABLE	269 536	148 585	20 255	438 376
Exercice 2015				
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE				
	269 536	148 585	20 255	438 376
Différences de conversion	6 727	-419	108	6 416
Acquisitions	-	4 357	395	4 752
Cessions	-	-36	-4	-40
Dépréciation (Note 7)	-7 424	-609	-	-8 033
Variations de périmètre	-	-	-	-
Dotation aux amortissements (Note 5)	-	-6 135	-1 629	-7 764
VALEUR NETTE COMPTABLE	268 839	145 743	19 125	433 707
Au 31/12/2015				
Coût	281 440	231 619	39 545	552 604
Amortissements et dépréciations cumulés	-12 601	-85 876	-20 420	-118 897
VALEUR NETTE COMPTABLE	268 839	145 743	19 125	433 707
Exercice 2016				
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE				
	268 839	145 743	19 125	433 707
Différences de conversion	37	-2	-31	4
Acquisitions	-	4 451	3 707	8 158
Cessions	-	-	-2	-2
Dépréciation (Note 7)	-	-132	-105	-237
Variations de périmètre	-	-	-	-
Dotation aux amortissements (Note 5)	-	-6 083	-1 384	-7 467
VALEUR NETTE COMPTABLE	268 876	143 977	21 310	434 163
Au 31/12/2016				
Coût	280 338	236 032	42 556	558 926
Amortissements et dépréciations cumulés	-11 462	-92 055	-21 246	-124 763
VALEUR NETTE COMPTABLE	268 876	143 977	21 310	434 163

- (1) Le montant des écarts d'acquisitions nets relatifs à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 84,2 millions d'euros contre 83,5 millions d'euros au 31 décembre 2015. Le montant des écarts d'acquisition nets relatif à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 184,7 millions d'euros contre 185,3 millions d'euros au 31 décembre 2015.
- (2) Le montant de la valeur nette comptable des marques relatif à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 90,6 millions d'euros contre 90,7 millions d'euros au 31 décembre 2015 et le montant de la valeur nette comptable des marques relatif à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 33,7 millions d'euros contre 33,6 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Le total de la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie est de 393,2 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 393,1 millions d'euros au 31 décembre 2015. Elles sont composées des écarts d'acquisition et des marques.

NOTE 13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains	Constructions et aménagement	Installations, techniques ,matériel et outillages	Autres	Total
Au 31/12/2014					
Coût	40 954	579 596	1 427 458	286 648	2 334 656
Amortissements et dépréciations cumulés	-1 447	-329 334	-1 018 636	-126 614	-1 476 031
VALEUR NETTE COMPTABLE	39 507	250 262	408 822	160 034	858 625
Exercice 2015					
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	39 507	250 262	408 822	160 034	858 625
Différences de conversion	684	965	301	-4 552	-2 602
Acquisitions	1 445	30 521	89 541	25 879	147 386
Cessions	-180	-1 043	-2 334	-805	-4 362
Dépréciation (Note 7)	-180	-2 259	-3 437	-76	-5 952
Reprise de dépréciation (Note 7)	-	6	99	-	105
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Dotation aux amortissements (Note 5)	-	-24 731	-71 579	-14 719	-111 029
Impact activités en cours de cession	71	278	-	-	349
VALEUR NETTE COMPTABLE	41 347	253 999	421 413	165 761	882 520
Au 31/12/2015					
Coût	42 467	607 400	1 510 794	300 724	2 461 385
Amortissements et dépréciations cumulés	-1 120	-353 401	-1 089 381	-134 963	-1 578 865
VALEUR NETTE COMPTABLE⁽¹⁾	41 347	253 999	421 413	165 761	882 520
Exercice 2016					
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	41 347	253 999	421 413	165 761	882 520
Différences de conversion	268	1 816	3 529	147	5 760
Acquisitions	1 791	36 149	101 462	32 539	171 941
Cessions	-19	-700	-3 372	-111	-4 202
Dépréciation (Note 7)	-	-3 295	-9 058	-1 137	-13 490
Reprise de dépréciation (Note 7)	1	-	128	400	529
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Dotation aux amortissements (Note 5)	-	-24 999	-73 418	-16 089	-114 506
Impact activités en cours de cession	-	-	-	6	6
VALEUR NETTE COMPTABLE	43 388	262 970	440 684	181 516	928 558
Au 31/12/2016					
Coût	44 319	644 333	1 604 495	327 768	2 620 915
Amortissements et dépréciations cumulés	-931	-381 363	-1 163 811	-146 252	-1 692 357
VALEUR NETTE COMPTABLE⁽¹⁾	43 388	262 970	440 684	181 516	928 558
Location financement brut	75	3 983	8 391	7 498	19 947
Location financement amortissements	-	-3 602	-7 225	-3 991	-14 818
(1) Dont location financement net	75	381	1 166	3 507	5 129

Il a été comptabilisé 46 millions d'euros en 2016 et 42,1 millions d'euros en 2015 au compte de résultat au titre de la location financement de matériels et de biens immobiliers. Des emprunts bancaires sont garantis par des terrains et des constructions pour une valeur de 0,3 million d'euros au 31 décembre 2016, comme au 31 décembre 2015.

Des subventions d'investissement ont été comptabilisées en déduction des immobilisations concernées pour un montant de 7,9 millions d'euros en 2016 et 12,5 millions d'euros en 2015.

Le montant des immobilisations en cours représente 117,9 millions d'euros en 2016 contre 107 millions d'euros au 31 décembre 2015.

NOTE 14. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Titres disponibles à la vente	7 190	7 456
Titres détenus jusqu'à l'échéance	14 110	14 162
Prêts et créances	17 854	17 036
Dépréciation	-8 331	-7 632
	30 823	31 022

La dépréciation concerne essentiellement des participations minoritaires classées en titres détenus jusqu'à échéance.

Les actifs financiers comprennent une participation de 16% dans la société Les Fromageries Occitanes pour 3 millions d'euros dans laquelle le Groupe ne dispose pas d'influence notable. Les autres participations ne présentent pas de caractère significatif.

NOTE 15. IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés constatés au bilan reflètent des différences temporelles existant entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et des passifs.

Les impôts différés actifs ont principalement pour origine des dettes fiscales et les engagements de retraite et de prévoyance envers le personnel pour lesquels la déductibilité fiscale est reportée à la date de paiement effective. Ils comprennent également l'effet des pertes fiscales au titre d'exercices antérieurs. Les échéances des pertes fiscales à reporter se situent principalement après 5 ans.

Les impôts différés actifs non reconnus s'établissent à 63,1 millions d'euros au 31 décembre 2016 et à 57,9 millions au 31 décembre 2015. Ils concernent principalement des pertes reportables.

Les impôts différés passifs correspondent principalement aux différences de rythmes d'amortissement constatées, pour les immobilisations corporelles et incorporelles, entre les durées d'utilité utilisées en comptabilité et les incitations fiscales en la matière propres à chaque pays.

Le montant du produit d'impôt différé de l'exercice est de 7,9 millions d'euros, essentiellement liés à l'activation des déficits fiscaux reportables.

Le montant des impôts différés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sur l'exercice 2016 s'élève à 3,6 millions d'euros. Il concerne essentiellement l'impôt différé sur la variation de juste valeur des instruments financiers et des titres disponibles à la vente ainsi que sur les gains et pertes actuariels.

En France, la baisse du taux d'impôt prévue en 2020, compte tenu du planning de reversement des impôts différés, conduit à l'enregistrement dès 2016 d'un produit d'impôt différé net de 3,7 millions d'euros au compte de résultat, réduit les O.C.I. pour 0,2 million d'euros et les capitaux propres de 0,6 million d'euros.

Concernant le classement comptable de la C.V.A.E., le Groupe a décidé de qualifier cette cotisation d'impôt sur le résultat. En conséquence, ceci a conduit à comptabiliser dès le 31 décembre 2009 des impôts différés passifs relatifs aux différences temporelles existant à cette date pour un montant de 3,3 millions d'euros. Depuis 2010, le montant total de la charge courante et différée relative à la C.V.A.E. est présenté sur cette même ligne.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 1er janvier 2016	Charges / Produits	Variation de juste valeur	Gains/ pertes actuariels	Autres variations	Ecart de conversion	Au 31 décembre 2016
Immobilisations incorporelles et corporelles	-90 244	-1 190	-	-	-882	-846	-93 162
Provisions	17 761	-3 329	-	-	160	305	14 897
Provisions pour avantages du personnel	22 404	-134	-	3 015	328	35	25 648
Instruments financiers	-3 739	-4 305	1 095	-	-	-3	-6 952
Déficits reportables	71 205	13 843	-	-	-	-883	84 165
Autres impôts différés	9 850	9 589	-73	-	-74	-17	19 275
Total impôts différés bruts	27 237	14 474	1 022	3 015	-468	-1 409	43 871
Impôts différés actifs non reconnus	-57 859	-6 618	-	-	-	1 395	-63 082
Total impôts différés	-30 622	7 856	1 022	3 015	-468	-14	-19 211
Dont :							
Impôts différés Actifs	26 076						33 368
Impôts différés Passifs	56 698						52 579

NOTE 16. STOCKS ET EN COURS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Matières premières, produits en cours de fabrication et matériaux divers	198 872	187 082
Marchandises	18 185	19 804
Produits finis	265 007	243 247
Dépréciation	-19 603	-21 062
	462 461	429 071

Les dépréciations concernent essentiellement les stocks de produits intermédiaires et finis.

En 2016, une reprise de dépréciation des stocks a été enregistrée pour 1,8 million d'euros contre une dépréciation de 1,4 million d'euros en 2015.

NOTE 17. CLIENTS ET AUTRES CREANCES

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Clients	670 488	664 605
Créances fiscales (hors IS) et sociales	71 961	72 351
Débiteurs divers	52 751	58 844
Charges constatées d'avance et divers	12 759	10 247
Dépréciation	-10 912	-15 726
	797 047	790 321

Le Groupe a peu de risques de crédit sur les comptes clients. D'une part, nos produits sont essentiellement vendus à la grande distribution. D'autre part, il existe des couvertures de ce risque par des contrats d'assurances spécifiques. Seuls les risques non couverts peuvent faire l'objet d'une dépréciation. Les créances clients non garanties et échues depuis plus de six mois non provisionnées représentent 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2016, contre 0,8 million d'euros au 31 décembre 2015.

En 2016, une reprise de dépréciation du poste clients de 0,9 million d'euros a été enregistrée, contre une dépréciation de 2,4 millions d'euros en 2015.

Les charges constatées d'avance correspondent principalement à la quote-part des primes d'assurances et aux loyers payés d'avance relatifs à l'exercice suivant.

NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES ACTIFS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016		Échéance 2017		Échéance > 2017	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	1 072	-	1 072	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	15 959	126 758	-	-	15 959	126 758
Option de taux	-	-	-	-	-	-
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	5 253	137 714	5 253	137 714	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽²⁾	2 294	445 000	-	225 000	2 294	220 000
Dérivés sur matières premières	623	-	623	-	-	-
	25 201	-	6 948	-	18 253	-
Dont classés en actifs courants	6 948	-	6 948	-	-	-
Dont classés en actifs non courants	18 253	-	-	-	18 253	-

1) Échéance 2025 et 2026

2) Échéance 2017 pour 225 000, 2018 pour 170 000, 2019 pour 20 000 et 2020 pour 30 000.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2015		Échéance 2016		Échéance > 2016	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	749	-	749	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	14 702	121 705	-	-	14 702	121 705
Options de taux	-	-	-	-	-	-
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	2 761	58 985	2 761	58 985	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽²⁾	2 424	425 000	-	-	2 424	425 000
Dérivés sur matières premières	147	-	147	-	-	-
	20 783	-	3 657	-	17 126	-
Dont classés en actifs courants	3 657	-	3 657	-	-	-
Dont classés en actifs non courants	17 126	-	-	-	17 126	-

1) Échéance 2025 et 2026

2) Échéance 2017 pour 225 000, 2018 pour 150 000, 2019 pour 20 000 et 2020 pour 30 000.

NOTE 19. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Sont classés dans cette catégorie les placements en OPCVM, FCP et titres qui, bien que d'échéances inférieures à un an, ne remplissent pas l'ensemble des critères qui permettent de les classer en équivalents de trésorerie. L'analyse de la conformité aux critères est menée sur la base des informations contenues dans le prospectus d'émission de chaque OPCVM ainsi que sur l'historique de l'évolution de leur valeur liquidative.

NOTE 20. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Trésorerie	212 400	175 448
Équivalents de trésorerie	218 424	195 640
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	430 824	371 088

Les équivalents de trésorerie comprennent essentiellement des actifs disponibles à la vente (SICAV, FCP et DAT).

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans consolidés présentés.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	430 824	371 088
Concours bancaires courants et comptes courants financiers	-40 032	-123 866
TRESORERIE NETTE	390 792	247 222

Note 21. DETAIL PAR NATURE DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois					
	2016			2015		
	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant net d'impôt	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant avant IS
Ecarts de conversion	22 078	-	22 078	8 007	-	8 007
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-1 441	495	-946	8 015	-2 759	5 256
Variation de juste valeur des flux futurs de trésorerie	-3 364	527	-2 837	3 832	-1 321	2 511
Autres mouvements	-	-468	-468	-	-	-
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables	-97	-	-97	258	-	258
Total des éléments recyclables en résultat net	17 176	554	17 730	20 112	-4 080	16 032
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite	-10 693	3 015	-7 678	12 376	-4 276	8 100
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables	35	-12	23	356	-122	234
Total des éléments non recyclables en résultat net	-10 658	3 003	-7 655	12 732	-4 398	8 334
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	6 518	3 557	10 075	32 844	-8 478	24 366

Note 22. CAPITAUX PROPRES

Évolution du capital apporté

<i>En milliers d'euros</i>	Nombre d'actions en circulation	Actions ordinaires	Primes d'émission	Actions propres	Total
SOLDE AU 01/01/2015	14 022 698	14 033	81 252	-571	94 714
Plan d'options d'achats d'actions					
• Valeur des services rendus			226		226
• Cession d'actions propres	12 000	-	-	-775	-775
• Rachat d'actions propres	-23 737				
SOLDE AU 31/12/2015	14 010 961	14 033	81 478	-1 346	94 165
Plan d'options d'achats d'actions					
• Cession d'actions propres	3 000	-	-	-	-
• Rachat d'actions propres	-127 885	-	-	-7 209	-7 209
SOLDE AU 31/12/2016	13 886 076	14 033	81 478	-8 555	86 956

<i>En milliers d'euros</i>	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Gains et pertes actuariels	Différences de conversion	Total
SOLDE AU 01/01/2015	-7 990	-1 945	-20 682	-13 956	-44 573
Réévaluation – brut		8015			8 015
Réévaluation – impôts		-2759			-2 759
Ré-évaluation – entreprises associées					
Couverture de flux futurs de trésorerie					
• Variations de juste valeur de l'exercice	3 832				3 832
• Impôts sur les pertes de juste valeur	-1 321				-1 321
Gains et pertes actuariels - brut			11 957		11 957
Gains et pertes actuariels - Impôts			-4 199		-4 199
Ecarts de conversion					
• Groupe				4 889	4 889
• Entreprises associées				258	258
SOLDE AU 31/12/2015	-5 479	3 311	-12 924	-8 809	-23 901
Réévaluation – brut		-1 441			-1 441
Réévaluation – impôts		495			495
Réévaluation – entreprises associées					
Couverture de flux futurs de trésorerie					
• Variations de juste valeur de l'exercice	-3 364				-3 364
• Impôts sur les pertes de juste valeur	527				527
Gains et pertes actuariels - brut			-9 898		-9 898
Gains et pertes actuariels - Impôts			2 855		2 855
Ecarts de conversion					
• Groupe				21 989	21 989
• Entreprises associées				-97	-97
SOLDE AU 31/12/2016	-8 316	2 365	-19 967	13 083	-12 835

Le capital social, entièrement libéré au 31 décembre 2016, est composé de 14 032 930 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.

Au 31 décembre 2016, SAVENCIA SA détient 146 854 actions propres (21 969 au 31 décembre 2015) dont 2 515 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité (4 769 actions en 2015). Les différents plans d'option d'achat d'actions représentent 287 780 actions au 31 décembre 2016 (337 280 au 31 décembre 2015). Les primes d'émission d'un montant de 81 479 milliers d'euros au 31 décembre 2016, comprennent la réserve légale pour 1 613 milliers d'euros, diverses primes d'émission et de fusion pour 73 610 milliers d'euros et les options d'achat d'actions pour 6 256 milliers d'euros.

Des options d'achat d'actions ont été attribuées à certains mandataires sociaux, et/ou dirigeants de la Société ou des sociétés affiliées du Groupe. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de Bourse précédant la date d'octroi des options. Elles peuvent être exercées pendant les 10 ans qui suivent la date d'octroi avec une période de blocage des 12 premiers mois. À partir du plan 2006, la période de blocage est de 4 ans et les cessions ne sont possibles qu'au-delà de la 6^e année.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2016		2015	
	Prix d'exercice moyen pondéré (euro par action)	Options	Prix d'exercice moyen pondéré (euro par action)	Options
Au 1er janvier	52,99	337 280	52,54	363 780
Exercées	47,90	-3 000	45,56	-12 000
Annulées	67,45	-50 000	47,91	-14 500
Au 31 DECEMBRE	50,50	284 280	52,99	337 280

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options d'achat d'actions en circulation à la clôture sont détaillés ci-après :

	Prix d'exercice en euro par action	Options en circulation	
		2016	2015
14 décembre 2016	68,73	-	46 500
12 décembre 2017	75,84	59 500	59 500
11 décembre 2018	42,78	54 780	55 280
16 décembre 2019	51,14	31 500	32 000
16 décembre 2020	57,11	69 500	71 000
15 décembre 2021	46,87	69 000	73 000

Note 23. INTERETS DES DETENTEURS DE PARTICIPATIONS NE CONFERANT PAS LE CONTROLE DANS LES ACTIVITES ET FLUX DE TRESORERIE DU GROUPE

Les participations ne conférant pas le contrôle s'analysent comme suit :

Participation ne conférant pas le contrôle (i.e la part des minoritaires)

En milliers d'euros	Compagnie Laitière Européenne		Autres		TOTAL	
	12 mois		12 mois		12 mois	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
% des droits de vote	14,14%	14,14%	-	-	-	-
% d'intérêts détenus par les actionnaires minoritaires	15,42%	15,42%	-	-	-	-
Quote-part de résultat revenant aux minoritaires	1 656	-633	5 797	5 674	7 453	5 041
Autres éléments du résultat global revenant aux minoritaires	-454	551	-69	3 634	-523	4 185
Montant du résultat global revenant aux minoritaires	1 202	-82	5 728	9 308	6 930	9 226
Montant cumulé des intérêts minoritaires	71 946	71 741	29 366	27 990	101 312	99 731
Dividendes versés aux minoritaires	942	969	1 653	4 348	2 595	5 317

Informations financières en IFRS sur base 100% avant opérations internes :

BILAN

Compagnie Laitière Européenne

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Actifs courants	566 968	534 720
Actifs non courants	566 839	534 389
ACTIFS	1 133 807	1 069 109
Capitaux propres	421 959	413 402
Passifs courants	508 608	508 703
Passifs non courants	203 240	147 004
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	1 133 807	1 069 109

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Chiffre d'affaires	1 488 056	1 509 850
Résultat net	10 927	-8 317
Résultat global de l'exercice	9 500	-6 173

NOTE 24. PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	Départs à la retraite, pensions et médailles du travail	Restructurations	Autres risques et charges	Total
Au 1er janvier 2015	91 645	15 573	15 153	122 371
Différences de conversion	500	-16	-406	78
Constitution de provisions	8 454	5 557	4 734	18 745
Emplois	-4 761	-7 520	-9 999	-22 280
Variations des écarts actuariels	-12 379	-	-	-12 379
Autres variations	5	-	-	5
Au 31 décembre 2015	83 464	13 594	9 482	106 540
Différences de conversion	-292	-203	117	-378
Constitution de provisions ⁽¹⁾	5 290	1 447	8 013	14 750
Emplois ⁽²⁾	-8 708	-6 971	-5 354	-21 033
Variations des écarts actuariels ⁽³⁾	10 721	-	-	10 721
Autres variations	9	-	-	9
Au 31 décembre 2016	90 484	7 867	12 258	110 609

- (1) Les dotations aux provisions pour restructuration concernent des plans de rationalisation engagés à l'étranger. Les dotations aux provisions pour autres risques et charges concernent des provisions pour litige pour 5,2 millions d'euros, ainsi que d'autres provisions pour risques et charges pour 2,8 millions d'euros.
- (2) Les reprises de provisions pour restructuration s'élèvent à 7 millions d'euros dont 5,5 millions d'euros de provisions utilisées et 1,5 million d'euros devenues sans objets. Les reprises de provisions pour autres risques et charges utilisées s'élèvent à 3,3 millions d'euros dont 1,8 million d'euros relatives à des provisions pour litiges. Les reprises de provisions devenues sans objet représentent 2,1 millions d'euros, essentiellement des reprises de provisions pour litiges.
- (3) Variation essentiellement liée à l'évolution des taux d'actualisation.

Les provisions pour risques et litiges sont destinées à couvrir chaque risque et chaque litige identifiés. Pour ce qui est des litiges nés, en liaison avec ses avocats et conseils, le Groupe ne constitue une provision que lorsqu'il estime probable une issue défavorable.

Au 31 décembre 2016, les principaux risques et litiges provisionnés concernent les restructurations pour 7,9 millions d'euros (décembre 2015 : 13,6 millions d'euros), des litiges sociaux pour 5,7 millions d'euros (décembre 2015 : 4,3 millions d'euros), des risques et litiges commerciaux pour 1,1 million d'euros (décembre 2015 : 0,6 million d'euros), des litiges fiscaux pour 1,8 million d'euros (décembre 2015 : 1,9 million d'euros) et divers risques pour 3,7 millions d'euros (décembre 2015 : 2,7 millions d'euros).

Description générale des régimes de retraite

Les avantages postérieurs à l'emploi accordés par le Groupe varient en fonction des obligations légales de chaque entité. Ils comprennent des régimes à cotisations définies et des régimes à prestations définies.

Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les charges relatives à ces plans correspondent aux cotisations payées pendant la période de référence.

Régimes à prestations définies

Ces régimes se caractérisent par une obligation de l'employeur à l'égard de ses salariés et donnent lieu à la comptabilisation de provisions.

L'engagement est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte d'hypothèses actuarielles concernant les variables démographiques, économiques et financières. L'évaluation est réalisée périodiquement par des actuaires indépendants.

Ces régimes à prestations définies essentiellement composés des indemnités de fin de carrière et de régimes de retraite supplémentaire à prestations définies, sont soit en partie préfinancés, soit non préfinancés.

Les régimes en partie préfinancés sont situés essentiellement en France, Allemagne, Royaume-Uni, Belgique et Etats-Unis. Ces obligations sont préfinancées par des cotisations employeurs et éventuellement employés auprès d'organismes extérieurs notamment des compagnies d'assurance.

Les régimes non préfinancés sont essentiellement des régimes d'indemnités de fin de carrière ou d'autres avantages postérieurs à l'emploi dont les droits ne sont acquis que si l'employé est dans le Groupe au moment de son départ en retraite.

Pour les départs à la retraite, pensions et médailles du travail, les hypothèses utilisées sont fonction des pays et des règlements. Elles se résument de la façon suivante :

	France		Allemagne		USA ⁽²⁾		UK		Belgique	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	1,40%	2,00%	1,40%	2,00%	-	4,23%	2,80%	3,80%	1,15% à 1,50%	1,60%
Taux d'inflation	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%	-	-	3,40%	3,20%	1,80%	1,80%
Taux de croissance des salaires	2,00%	2,00%	3,00%	3,00%	-	-	-	-	1,80%	1,80%

(1) 0,4 % pour les régimes de rente et les médailles du travail en 2016 (1,39% en 2015).

(2) Le plan de pension aux USA a été liquidé en novembre 2016.

Le taux d'actualisation a pour référence l'indice IBOXX AA10+ correspondant au taux d'émission des obligations des entreprises de première catégorie pour la France et l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'actualisation de plus 0,50 % diminuerait l'engagement de l'ordre de 4 millions d'euros pour la France, de 6,8 millions d'euros pour l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'inflation de plus 0,50 % augmenterait l'engagement de 4,4 millions d'euros pour la France, 2,5 millions d'euros pour l'Allemagne.

Les taux de rendement attendus des actifs sont évalués en fonction des taux d'actualisation respectifs de chaque pays conformément à la norme IAS19 révisée.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité sont issues des données statistiques publiées et des données historiques de chaque pays. L'âge de départ à la retraite est celui des règlements en vigueur dans chaque pays.

Evolution des engagements	2016	2015
ENGAGEMENTS A L'OUVERTURE	198 029	199 924
Charge d'intérêt	5 074	4 980
Coût des services rendus	6 697	6 734
Coût des services passés acquis	-76	-22
Ecart actuariels liés aux hypothèses démographiques	4	-119
Ecart actuariels liés aux hypothèses financières	13 426	-12 571
Ecart actuariels liés aux écarts d'expérience	-871	-798
Prestations payées	-3 853	-5 589
Transfert interne	9	35
Taxes et charges administratives	-103	-104
Différences de conversion	-1 977	5 451
Autres mouvements ⁽¹⁾	-52 559	108
ENGAGEMENTS A LA CLÔTURE	163 800	198 029

Evolution des actifs de couverture	2016	2015
ACTIFS A L'OUVERTURE	114 565	108 279
Rendement des fonds	3 168	3 169
Prestations servies par le fonds	-3 179	-3 882
Cotisations aux fonds par les sociétés du groupe	7 470	3 056
Taxes et charges administratives	-165	-163
Différences de conversion	-1 685	4 950
Pertes/Gains actuariels	1 838	-1 109
Autres mouvements ⁽¹⁾	-48 696	265
ACTIFS A LA CLÔTURE	73 316	114 565

Charges de l'exercice	2016	2015
Coûts des services rendus	6 697	6 734
Coûts des services passés	-76	-22
Charge exceptionnelle	137	-34
TOTAL COÛTS DES SERVICES	6 758	6 678
Charge d'intérêt	5 074	4 980
Rendement des fonds	-3 168	-3 169
TOTAL INTERÊTS NETS	1 906	1 811
Autres mouvements ⁽¹⁾	-3 374	-34
CHARGES DE L'EXERCICE	5 290	8 454

Gains et pertes actuariels à l'ouverture impactant le résultat global	2016	2015
Montants reconnus au cours de l'exercice :		
-Gains et pertes liés aux hypothèses démographiques	4	-119
-Gains et pertes liés aux hypothèses financières	13 426	-12 571
-Gains et pertes liés aux écarts d'expérience	-871	-798
-Gains et pertes sur les actifs (autres que les produits financiers)	-1 838	1 109
GAINS ET PERTES ACTUARIELS A LA CLÔTURE IMPACTANT LE RESULTAT GLOBAL	10 721	-12 379

Evolution des provisions	2016	2015
PROVISIONS A L'OUVERTURE	83 464	91 645
Charge de l'exercice	5 290	8 454
Gains et pertes actuariels à la clôture impactant le résultat global	10 721	-12 379
Prestations directement payées par l'employeur	-674	-1 705
Différences de conversion	-292	500
Cotisations aux fonds par les sociétés du groupe	-7 470	-3 056
Transferts et autres mouvements	-555	5
PROVISIONS A LA CLÔTURE	90 484	83 464

Réconciliation des engagements nets et des provisions	2016	2015
ENGAGEMENTS NETS	163 800	198 029
Actifs des régimes	-73 316	-114 565
PROVISIONS A LA CLÔTURE	90 484	83 464

(¹) Le plan de pension US a été liquidé en novembre 2016. Le fond a été transféré à une compagnie d'assurance. L'impact net de la sortie est de 1,4 million d'euros sur le résultat global avant impôts.

Au 31 décembre 2016, la valeur actuarielle de l'obligation est égale à 163,8 millions d'euros et se décompose comme suit :

- 25,6 millions d'euros liés à des régimes entièrement non financés ;
- 138,2 millions d'euros liés à des régimes partiellement financés.

Le montant des cotisations pour 2017 pour les sociétés françaises est de 1,2 million d'euros.

La plupart des sociétés du Groupe ont externalisé tout ou partie de leurs engagements d'indemnité de fin de carrière au sein d'un contrat d'assurance.

Le montant estimé des principaux fonds externalisés au 31 décembre 2016 est ventilé comme suit :

	France		Allemagne		USA		UK		Belgique	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Instruments de capitaux propres	37,0%	37,0%	8,2%	7,0%	-	-	36,1%	33,4%	-	-
Instruments d'emprunts	55,0%	55,0%	45,5%	52,0%	-	-	50,8%	47,5%	-	-
Immobilier	5,0%	5,0%	11,5%	12,0%	-	-	12,3%	13,3%	-	-
Contrats d'assurances	-	-	-	-	-	100,0%	-	-	100,0%	100,0%
Autres	3,0%	3,0%	34,8%	29,0%	-	-	0,8%	5,8%	-	-

Note 25. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Non courant	Courant	Au 31 décembre 2015	Non courant	Courant
Emprunts auprès d'établissements financiers et autres	546 698	15 339	531 359	454 481	15 435	439 046
Comptes courants bloqués de la participation	14 725	11 570	3 155	14 532	12 403	2 129
Emprunts obligataires	187 599	166 758	20 841	182 473	161 705	20 768
Contrats de crédit-bail	3 997	2 906	1 091	4 900	3 896	1 004
Concours bancaires courants	38 901	-	38 901	122 899	-	122 899
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES A LA CLÔTURE	791 920	196 573	595 347	779 285	193 439	585 846

Le Groupe dispose des lignes de crédits confirmés à long terme non utilisées pour couvrir l'utilisation des crédits à court terme. En 2014, le Crédit Syndiqué a été renouvelé pour une période allant jusqu'à sept ans.

Les « Emprunts auprès d'établissements financiers », pour le non-courant, correspondent à des tirages sur des lignes de crédit accordées notamment dans le cadre du Crédit Syndiqué mis en place en 2014.

La ligne « Emprunts obligataires » comprend trois emprunts privés. Le premier émis en 2003, d'un montant nominal de 100 millions d'euros et remboursable par cinquième à compter de 2014, le second émis en 2011 et 2013 échéances 2025 et 2026, d'un montant nominal de 132,5 millions de dollars, remboursable progressivement à compter du 22 novembre 2019 et le troisième émis en 2016 d'un montant nominal de 20 millions d'euros, remboursable par cinquième à compter de 2027.

Pour l'exercice 2016, l'encours moyen des emprunts auprès des établissements de crédit est de 938 millions d'euros.

Le taux moyen des emprunts s'élève à 2,6% en 2016, protections de taux et commissions bancaires incluses.

Dans le but de maîtriser l'impact de la variation des taux d'intérêt sur ses résultats, le Groupe a mis en place une politique d'échange de taux et de contrats optionnels couvrant la totalité des encours de financement net en euros à taux variable à moyen et long terme. Les taux variables utilisés par le Groupe sont principalement Euribor et Eonia.

Afin de maîtriser l'impact de la variation du dollar de l'emprunt en devise, le Groupe a mis en place une couverture de change couvrant la totalité des flux de l'emprunt émis en dollar.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Exigibles dans un délai d'un an	595 347	585 846
Au cours de la 2e et jusqu'à la 5e année y compris	76 429	87 655
Au-delà de la 5e année	120 144	105 784
	791 920	779 285

Répartition par devise :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
EUR	615 098	577 280
JPY	1 890	2 522
USD	142 493	138 342
Autres	32 439	61 141
	791 920	779 285

Répartition par type de taux d'intérêt :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Dettes financières à taux fixe	228 342	228 234
Dettes financières à taux variable	563 578	551 051
	791 920	779 285

Les coûts de financement des dettes à taux variables sont assis sur l'Euribor ou l'Eonia majorés de marges inférieures ou égales à 100 points de base.

La répartition ci-dessus s'entend avant effet des protections de taux (note 28).

L'évolution de l'endettement brut se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
EMPRUNTS A L'OUVERTURE	779 285	957 169
Émission d'emprunts	130 824	8 307
Remboursement d'emprunts	-39 829	-179 554
Variation des concours bancaires et comptes courants financiers	-78 355	-6 742
Variation des locations-financement	-880	-663
Ecarts de conversion	875	768
EMPRUNTS A LA CLOTURE	791 920	779 285

L'endettement financier brut augmente de 12,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015. Compte tenu des placements classés en autres actifs financiers courants nets de la trésorerie active, l'endettement net baisse de 41,2 millions d'euros avec un solde net de 348,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Certains crédits sont assortis de clauses imposant le respect d'un ratio financier de leverage. Ce ratio porte sur un montant maximum d'endettement calculé en proportion de l'EBITDA courant. L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant les dotations et reprises d'amortissements et provisions d'exploitation.

Ce ratio est toujours respecté.

Pour le calcul du ratio financier, la dette financière nette applicable au Crédit Syndiqué et à la majorité des contrats bilatéraux, est déterminée comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Emprunts et dettes non courants auprès des établissements financiers	-196 573	-193 439
Emprunts et concours bancaires	-595 347	-585 846
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	-791 920	-779 285
Autres actifs financiers courants	12 466	18 394
Trésorerie et équivalents trésorerie	430 824	371 088
ENDETTEMENT NET	-348 630	-389 803
Actions en auto-détention	8 557	1 346
DETTE FINANCIERE NETTE	-340 073	-388 457

NOTE 26. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants correspondent au montant des options d'achat et de vente accordées aux détenteurs de participation ne détenant pas le contrôle.

Le mouvement sur la période est lié pour l'essentiel aux variations de juste valeur des autres options sur titres de sociétés consolidées.

NOTE 27. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Fournisseurs d'exploitation ^(*)	668 519	638 577
Fournisseurs d'immobilisations	5 069	4 504
Dettes fiscales (hors IS) et sociales	211 495	208 510
Produits constatés d'avance	618	548
Autres	46 986	40 321
	932 687	892 460

(*) L'évolution du poste Fournisseurs d'exploitation est en lien avec l'accroissement du niveau d'activité sur certains marchés et à l'évolution des prix des matières premières.

NOTE 28. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES PASSIFS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016		Échéance 2017		Échéance >2017	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Options de taux	-	-	-	-	-	-
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	3 172	99 623	3 172	99 623	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽¹⁾	6 559	90 000	-	-	6 559	90 000
Dérivés sur matières premières	621	-	621	-	-	-
	10 352	-	3 793	-	6 559	-
Dont classés en passifs courants	3 793	-	3 793	-	-	-
Dont classés en passifs non courants	6 559	-	-	-	6 559	-

(1) Échéance 2020 pour 90 000.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2015		Échéance 2016		Échéance >2016	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Options de taux	-	-	-	-	-	-
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	1 047	11 072	1 047	11 072	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽¹⁾	6 847	110 000	-	-	6 847	110 000
Dérivés sur matières premières	146	-	146	-	-	-
	8 040	-	1 193	-	6 847	-
Dont classés en passifs courants	1 193	-	1 193	-	-	-
Dont classés en passifs non courants	6 847	-	-	-	6 847	-

(1) Échéance 2018 pour 20 000 et 2020 pour 90 000.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières, les couvertures sont 100% efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.

Les couvertures de change ainsi que les couvertures de taux sont traitées en IFRS en instruments de transactions.

COUVERTURE DE RISQUE DE TAUX

Les couvertures de flux de trésorerie sont traitées en instruments de transactions depuis 2008 à l'exception de l'emprunt en USD. Celui-ci a été considéré comme une couverture de flux de trésorerie impactant les capitaux propres.

La politique de couverture de risque de taux préconise l'utilisation d'options de taux et /ou de swap de taux classés en instruments de transaction.

Le Groupe a mis en place en 2013 des swaps de taux d'intérêts (60 millions d'euros) à départ décalé de deux ans. Ces swaps ont été opérationnels à partir du mois d'août 2015 et protégeront le Groupe d'une hausse des taux jusqu'en 2020.

L'impact de cette politique sur la répartition des emprunts et dettes financières à taux fixe ou variable est le suivant :

Emprunts et dettes financières	Euros			Autres			Total		
	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total
Avant protection de taux	80 456	534 642	615 098	147 886	28 936	176 822	228 342	563 578	791 920
• Swap	60 000	-60 000					60 000	-60 000	
• Cap	255 000	-255 000					255 000	-255 000	
• Collar									
Après protection de taux	395 456	219 642	615 098	147 886	28 936	176 822	543 342	248 578	791 920
Autres actifs financiers courants		993	993		11 473	11 473		12 466	12 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie		286 593	286 593		144 231	144 231		430 824	430 824
TOTAL TRESORERIE NETTE ACQUISE		287 586	287 586	-	155 704	155 704	-	443 290	443 290

Analyse de la sensibilité à la hausse des taux d'intérêts court terme au 31 décembre 2016 :

Une variation de + 1 % des taux court terme aurait un impact sur la dette brute variable du Groupe de 5 millions d'euros.

Cette hausse des taux court terme aurait également un impact sur les placements court terme à taux variable estimé à 4,4 millions d'euros. L'impact global d'une hausse des taux court terme sur le résultat financier du Groupe serait alors de 0,6 million d'euros.

COUVERTURE DE RISQUE DE CHANGE

Contrats à terme et options - couverture latente au 31 décembre 2016.

Le Groupe est principalement exposé aux risques de variation des devises suivantes : yuan, yen, dollar US, livre sterling, franc suisse et real brésilien.

Convention de signe : + achat de la devise - vente de la devise

En milliers de devises	Total devise 1		Total devise 2		Couverture en milliers d'EUR	Contrevaleur euro devise 1		Fixing au 31/12/2016
CNY USD	-136 916	CNY	20 038	USD	864	-18 831	EUR	6,9555
JPY EUR	-1 978 342	JPY	16 508	EUR	516	-16 211	EUR	122,0400
CNY EUR	-409 289	CNY	54 396	EUR	504	-56 294	EUR	7,2706
GBP EUR	-33 946	GBP	39 421	EUR	386	-39 796	EUR	0,8530
USD EUR	-54 284	USD	50 295	EUR	-373	-51 932	EUR	1,0453
BRL USD	-45 958	BRL	13 128	USD	-53	-13 483	EUR	3,2609
CHF EUR	-15 196	CHF	14 109	EUR	-25	-14 184	EUR	1,0714
Autres devises					262	-26 606	EUR	
TOTAL					2 081	-237 337	EUR	

Analyse de la sensibilité à la variation des devises : une variation de 1% des principales devises (CNY, USD, GBP, BRL, JPY et CHF), à partir d'un cours de référence du 31 décembre 2016, aurait un impact de 2,1 millions d'euros sur le résultat financier du Groupe.

Le tableau suivant indique la valeur comptable des instruments financiers actifs et passifs par classe et par catégorie comptable, ainsi que leur juste valeur :

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Instruments financiers par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Actifs/Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Actifs disponibles à la vente ⁽²⁾	Actifs détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31 décembre 2016								
Titres de participation	-	-	-	3 701	-	-	3 701	3 701
Actifs financiers de transaction long terme	-	-	3 489	-	-	-	3 489	3 489
Prêts et créances financières long terme	-	-	-	-	6 378	17 255	23 633	23 633
Autres actifs financiers non courants	-	-	3 489	3 701	6 378	17 255	30 823	30 823
Dérivés sur taux	2 294	15 959	-	-	-	-	18 253	18 253
Instruments financiers dérivés non courants	2 294	15 959	-	-	-	-	18 253	18 253
Créances clients	-	-	-	-	-	660 206	660 206	660 206
Prêts et créances financières court terme	-	-	-	-	-	3 351	3 351	3 351
Dérivés de couverture sur matières premières	-	1 072	-	-	-	-	1 072	1 072
Autres dérivés sur matières premières	623	-	-	-	-	-	623	623
Autres dérivés sur change	5 253	-	-	-	-	-	5 253	5 253
Instruments financiers dérivés courants	5 876	1 072	-	-	-	-	6 948	6 948
Actifs financiers de transaction court terme	-	-	-	12 465	-	1	12 466	12 466
Comptes courants financiers	-	-	-	-	-	27	27	27
Disponibilités	-	-	-	-	-	212 373	212 373	212 373
Equivalents de trésorerie	-	-	218 420	-	-	-	218 420	218 420
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	4	-	-	4	4
Trésorerie et équivalents trésorerie	-	-	218 420	4	212 400	430 824	430 824	430 824
TOTAL ACTIF	8 170	17 031	221 909	16 170	6 378	893 213	1 162 871	1 162 871

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Les évaluations de juste valeur sont classées à différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur, en fonction des données d'entrées utilisées dans la technique d'évaluation. Les différents niveaux sont définis ainsi :

- ✓ Niveau 1 : il existe des cours (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques, auxquels le Groupe peut avoir accès à la date d'évaluation
- ✓ Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement
- ✓ Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

La détermination, par le Groupe, de la juste valeur de niveau 2 pour les instruments financiers dérivés de gré à gré repose sur les cotations des établissements financiers. Le Groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables et que les justes valeurs reflètent le risque de crédit de l'instrument et intègrent des ajustements pour prendre en compte le risque de crédit du Groupe et de la contrepartie le cas échéant.

Au cours de l'exercice, le Groupe n'a pas procédé à des transferts de niveaux de hiérarchie de la juste valeur.

PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	Instrument financier par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Actifs/Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Passifs au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31 décembre 2016						
Emprunts obligataires	-	-	-	166 758	166 758	166 758
Autres emprunts et dettes	-	-	-	29 815	29 815	29 815
Emprunts et dettes financières non courantes	-	-	-	196 573	196 573	196 573
Dettes liées aux options de ventes accordées aux intérêts des participations ne conférant pas le contrôle	-	-	36 197	-	36 197	36 197
Autres	-	-	7	-	7	7
Autres passifs non courants	-	-	36 204	-	36 204	36 204
Autres dérivés sur taux	6 559	-	-	-	6 559	6 559
Instrument financiers dérivés non courants	6 559	-	-	-	6 559	6 559
Fournisseurs	-	-	-	668 519	668 519	668 519
Dépôt et cautionnements reçus	-	-	-	870	870	870
Autres dérivés sur matières premières	621	-	-	-	621	621
Autres dérivés sur devises	3 172	-	-	-	3 172	3 172
Instrument financiers dérivés courants	3 793	-	-	-	3 793	3 793
Dettes financières courantes	-	-	-	555 323	555 323	555 323
Comptes courants financiers	-	-	-	1 122	1 122	1 122
Concours bancaires courants	-	-	-	38 902	38 902	38 902
Emprunts et dettes financières courantes	-	-	-	595 347	595 347	595 347
TOTAL PASSIF	10 352	-	36 204	1 461 309	1 507 865	1 507 865

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières premières, les couvertures sont 100% efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Instruments financiers par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Actifs/Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Actifs disponibles à la vente ⁽²⁾	Actifs détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31 décembre 2015								
Titres de participation	-	-	-	4 212	-	-	4 212	4 212
Actifs financiers de transaction long terme	-	-	3 244	-	-	-	3 244	3 244
Prêts et créances financières long terme	-	-	-	-	6 547	17 019	23 566	23 566
Autres actifs financiers non courants	-	-	3 244	4 212	6 547	17 019	31 022	31 022
Dérivés sur taux	2 424	14 702	-	-	-	-	17 126	17 126
Instruments financiers dérivés non courants	2 424	14 702	-	-	-	-	17 126	17 126
Créances clients	-	-	-	-	-	653 432	653 432	653 432
Prêts et créances financières court terme	-	-	-	-	-	3 549	3 549	3 549
Dérivés de couverture sur matières premières	-	749	-	-	-	-	749	749
Autres dérivés sur matières premières	147	-	-	-	-	-	147	147
Autres dérivés sur change	2 761	-	-	-	-	-	2 761	2 761
Instruments financiers dérivés courants	2 908	749	-	-	-	-	3 657	3 657
Actifs financiers de transaction court terme	-	-	-	14 982	-	3 412	18 394	18 394
Comptes courants financiers	-	-	-	-	-	6	6	6
Disponibilités	-	-	-	-	-	175 442	175 442	175 442
Equivalents de trésorerie	-	-	195 636	-	-	-	195 636	195 636
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	4	-	-	4	4
Trésorerie et équivalents trésorerie	-	-	195 636	4	-	175 448	371 088	371 088
TOTAL ACTIF	5 332	15 451	198 880	19 198	6 547	852 860	1 098 268	1 098 268

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	Instrument financier par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Actifs/Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Passifs au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31 décembre 2015						
Emprunts obligataires	-	-	-	161 705	161 705	161 705
Autres emprunts et dettes	-	-	-	31 734	31 734	31 734
Emprunts et dettes financières non courantes	-	-	-	193 439	193 439	193 439
Dettes liées aux options de ventes accordées aux intérêts des participations ne conférant pas le contrôle	-	-	28 394	-	28 394	28 394
Autres	-	-	7	-	7	7
Autres passifs non courants	-	-	28 401	-	28 401	28 401
Autres dérivés sur taux	6 847	-	-	-	6 847	6 847
Instrument financiers dérivés non courants	6 847	-	-	-	6 847	6 847
Fournisseurs	-	-	-	638 577	638 577	638 577
Dépôt et cautionnements reçus	-	-	-	99	99	99
Autres dérivés sur matières premières	146	-	-	-	146	146
Autres dérivés sur devises	1 047	-	-	-	1 047	1 047
Instrument financiers dérivés courants	1 193	-	-	-	1 193	1 193
Dettes financières courantes	-	-	-	462 196	462 196	462 196
Comptes courants financiers	-	-	-	751	751	751
Concours bancaires courants	-	-	-	122 899	122 899	122 899
Emprunts et dettes financières courantes	-	-	-	585 846	585 846	585 846
TOTAL PASSIF	8 040	-	28 401	1 417 961	1 454 402	1 454 402

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

NOTE 29. VARIATION DU BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Clients	-4 778	13 528
Stocks	-32 843	7 287
Fournisseurs	31 491	4 907
Débiteurs et créditeurs divers	-4 658	16 356
	-10 788	42 078

La variation du besoin en fonds de roulement est impactée par la remontée des cotations des produits industriels sur 2016, et par la forte hausse des prix en Amérique Latine.

NOTE 30. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan comprennent :

- Les engagements de prise de participation pour 41,2 millions d'euros (2015 : 42,6 millions d'euros) qui sont à la fois donnés et reçus et concernent deux participations.
- Les engagements donnés liés au financement de la Société

Les garanties financières accordées aux sociétés du Groupe s'élèvent à 100,6 millions d'euros (2015 : 125,8 millions d'euros).

- Les engagements liés aux activités opérationnelles

Au titre des engagements donnés :

Ils comprennent des engagements pour loyers futurs à payer pour 63,6 millions d'euros (2015 : 65,7 millions d'euros), des paiements minimaux de crédit-bail pour 4,1 millions d'euros (2015 : 5 millions d'euros), et les autres engagements donnés pour 97,8 millions d'euros (2015 : 77,9 millions d'euros).

Le détail pour loyers futurs à payer et les paiements minimaux de crédit-bail sont :

<i>En millions d'euros</i>	Loyers simples	Paiements minimaux de crédit bail
En 2017	22,2	1,4
De 2018 à 2021	37,8	2,7
Au-delà de 2021	3,6	0,0

Concernant les contrats d'approvisionnement en lait, le Groupe dispose de contrats avec plusieurs producteurs, conclus à des conditions normales de marché.

Au titre des engagements reçus :

Les autres engagements reçus représentent 24,2 millions d'euros (2015 : 29 millions d'euros).

NOTE 31. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions entre les parties liées ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cadre de transactions soumises à des conditions de concurrence normale seulement si ces modalités peuvent être démontrées.

Le Groupe est contrôlé par SOPARIND SCA, société enregistrée en France qui détient directement ou indirectement 66,64% du capital. Le reste, détenu par un nombre important d'actionnaires fait l'objet de transaction sur la Bourse de Paris. Certaines filiales ne sont pas entièrement détenues par SAVENCIA SA (voir note 33 sur le périmètre de consolidation). Leurs actionnaires minoritaires sont pour l'essentiel des coopératives de production ou de collecte de lait à qui le Groupe achète leur production et peut vendre certaines productions. Ces transactions constituent l'essentiel des transactions avec les parties liées. À ce titre SAVENCIA Fromage & Dairy a enregistré des ventes aux coopératives liées pour 60,3 millions d'euros en 2016 (contre 73,7 millions d'euros en 2015) et des charges pour un montant de 683,2 millions d'euros en 2016 (contre 698 millions d'euros en 2015). Le Groupe assure la gestion de trésorerie de parties liées. À ce titre, il a perçu une rémunération de 0,7 million d'euros en 2016 (0,7 million d'euros en 2015).

Le Groupe a créé une co-entreprise avec Sodiaal, La Compagnie des Fromages et RichesMonts. Le Groupe assure une partie de l'approvisionnement laitier, une partie de la reprise des co-produits industriels. Il assure une partie des prestations logistiques et commerciales ainsi que la distribution dans un certain nombre de pays étrangers. Il fournit également des prestations informatiques et administratives.

Le poste « Autres actifs financiers » comprend un prêt de 3,8 millions d'euros avec La Compagnie des Fromages et RichesMonts.

Les ventes du Groupe aux entreprises associées représentent 193,6 millions d'euros en 2016 (214,8 millions d'euros en 2015) et les achats 182,3 millions d'euros (194,4 millions d'euros en 2015), ces transactions étant essentiellement des ventes et achats de matières laitières.

Le montant global des rémunérations des dirigeants s'élève à 4,0 millions d'euros (3,1 millions d'euros en 2015). Il se ventile en 2016 de la manière suivante : avantages à court terme pour 3,9 millions d'euros, avantages postérieurs à l'emploi 0,1 million d'euros. Il n'y a ni autres avantages à long terme, ni indemnités versées de fin de contrat de travail. Aucun paiement fondé sur des actions n'a été réalisé en 2015, ni en 2016.

Les principaux dirigeants comprennent : le Président du Conseil d'Administration, les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués ainsi que les Administrateurs.

NOTE 32. EVENEMENT POST CLOTURE

A la connaissance de la société, il n'existe pas, à la date d'arrêté des comptes consolidés annuels 2016 par le Conseil d'Administration du 9 mars 2017, d'évènement significatif postérieur à la clôture.

NOTE 33. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Consolidation par intégration globale	N° Siren	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
France			Société-mère	Société-mère	Société-mère	Société-mère
SAVENCIA SA	847 120 185	FRANCE				
SAVENCIA Fromage & Dairy Foodservice	389 330 739	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
SAVENCIA Produits Laitiers France	394 530 703	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Alliance Laitière Européenne SAS	388 435 539	FRANCE	100,00	100,00	98,50	98,50
Armor Protéines SAS	679 200 287	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
B.G. SAS	331 339 275	FRANCE	99,97	99,97	99,97	99,97
SAVENCIA Fromage & Dairy Europe	351 014 352	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Overseas	325 508 653	FRANCE	99,96	99,96	99,96	99,96
SAVENCIA Fromage & Dairy International	402 927 628	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Bressor Alliance SA	379 657 570	FRANCE	66,66	66,66	66,66	66,66
Bressor SA	383 228 764	FRANCE	99,74	99,74	66,48	66,48
Centre Bretagne Lait SA	387 493 315	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
C.F.V.A. SAS	314 830 050	FRANCE	99,97	99,97	99,97	99,97
SAVENCIA Ressources Laitières	389 297 748	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
CLE-PSO SNC	444 475 016	FRANCE	-	100,00	-	84,58
Compagnie Générale Laitière SA	775 668 999	FRANCE	-	100,00	-	84,58
Compagnie Laitière de Derval SAS	403 001 068	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Compagnie Laitière Européenne SA	780 876 421	FRANCE	85,86	85,86	84,58	84,58
Compagnie Laitière Normandie-Bretagne SAS	349 652 560	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Dutch Cheese Masters SAS	789 660 743	FRANCE	55,00	55,00	55,00	55,00
Elvir SAS	389 297 664	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Etablissements L. Tessier SAS	667 180 392	FRANCE	99,71	99,71	99,71	99,71
Fromagerie Berthaut SA	316 608 942	FRANCE	90,00	90,00	90,00	90,00
Fromagerie de Vihiers SAS	350 546 719	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromageries des Chaumes SAS	314 830 183	FRANCE	99,94	99,94	99,93	99,93
Fromageries Lescure SAS	794 040 956	FRANCE	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromageries Perreault SAS	316 085 620	FRANCE	99,98	99,98	99,98	99,98
Fromageries Saint Saviol SAS	793 801 028	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Fromageries Rambol SAS	315 130 641	FRANCE	99,95	99,95	99,95	99,95
Fromapac SAS	402 180 541	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromarsac SAS	331 260 083	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fruisec SAS	307 963 389	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Grand'Ouche SAS	314 815 457	FRANCE	99,83	99,83	99,83	99,83
La Compagnie des Fromages SAS	393 257 654	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Les Fromagers de L'Europe SAS	428 744 973	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers Associés SAS	349 542 415	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers de Thiérache SAS	315 332 569	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Messageries Laitières SNC	313 966 103	FRANCE	61,31	61,31	51,86	51,86
Normandie Bretagne Transports SAS (NBT)	403 128 051	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Prodilac SNC	389 297 714	FRANCE	100,00	100,00	100,00	84,58
PJB Advance SA	438 355 877	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SB Alliance SNC	409 080 538	FRANCE	84,99	84,99	84,98	84,98
SB Alliance Informatique	780 876 405	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
SB Biotechnologies SAS	450 983 051	FRANCE	100,00	100,00	97,50	97,50
Société des Beurre et Crèmes des Régions d'Europe	487 220 295	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Société Les Vergers des Coteaux du Périgord SAS	330 479 213	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sodilac SAS	689 806 470	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58

Sofivo SAS	352 848 725	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Sogasi SAS	315 062 224	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogeps SAS	384 557 880	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Soredab SAS	317 705 267	FRANCE	97,50	97,50	97,50	97,50
Etranger			31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Advanced Food Products LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Alouette Cheese USA LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Arab French Company for Dairy and Cheese Products		EGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
Balderama N.V.		PAYS-BAS	100,00	100,00	84,58	84,58
BC-USA, Inc.		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Nordics		DANEMARK	100,00	100,00	100,00	100,00
BEV		RUSSIE	100,00	100,00	100,00	100,00
BR Investissements		LUXEMBOURG	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Suisse		SUISSE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Bénélux		BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Deutschland Gmbh		ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Europarticipations		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Osterreich		AUTRICHE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Italia		ITALIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Nederland		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Bonprole SA		URUGUAY	90,00	90,00	90,00	90,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Japon		JAPON	100,00	100,00	100,00	100,00
BSI Tianjin Foods Cy Ltd		CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Corman Deutschland Gmbh		ALLEMAGNE	100,00	100,00	84,58	84,58
Corman Italia Spa		ITALIE	100,00	100,00	84,58	84,58
Corman Miloko Ireland Ltd		IRLANDE	55,00	55,00	46,52	46,52
Corman SA		BELGIQUE	100,00	100,00	84,58	84,58
Dabon International Ltd		INDE	89,99	89,99	89,99	89,99
Delaco Distribution		ROUMANIE	72,00	72,00	72,00	72,00
Edelweiss Gmbh Co KG		ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Edelweiss Verwaltung Gmbh		ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Eurexpan BV		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Fleur de Lait East LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Fleur de Lait West LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Food Garden Of Sweden		SUEDE	100,00	100,00	99,96	99,96
Fromagers Associés Japon KK		JAPON	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromunion SA		BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
ICC Paslek		POLOGNE	100,00	100,00	84,58	84,58
Kolb Lena INC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Mantequeras Arias SA		ESPAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Mashreq des Produits Laitiers SA		EGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy SK		SLOVAQUIE	99,99	99,99	99,99	99,99
Milkaut		ARGENTINE	99,88	99,78	99,88	99,78
Mleczarnia Turek Sp ZOO		POLOGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Mleko Produkt		REPUBLIQUE DE SERBIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Molkerei Sobbeke GMBH		ALLEMAGNE	80,00	80,00	80,00	80,00
Molkerei Gebr Rogge GMBH		ALLEMAGNE	92,49	92,49	92,49	92,49
Molkerei Gebr. Rogge Komplementär GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	92,49	92,49
Novomilk		SLOVAQUIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Pannontej Rt.		HONGRIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Paturain BV		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Petra SA		URUGUAY	100,00	100,00	100,00	100,00

Polenghi Ltda	BRESIL	100,00	100,00	100,00	100,00
Real Fresh, Inc.	ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
S.B.M.S. SA	BELGIQUE	99,98	99,98	99,98	99,98
Cabaña y Estancia Santa Rosa S.A.	ARGENTINE	100,00	100,00	99,88	99,98
Santa Rosa Chile	CHILI	100,00	99,99	100,00	99,99
SB International	BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sinodis Limited	CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sinodis (Shanghai) Co., Ltd.	CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Speciality Distributing Corp.	ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
TDSI	ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Czech Republic	REPUBLIQUE TCHEQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy UK Limited	ROYAUME-UNI	100,00	100,00	100,00	100,00
Vostok Holding Gmbh	AUTRICHE	100,00	100,00	100,00	100,00
Zausner Foods Corp.	ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
ZNHC, Inc.	ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Zvenigorodka	UKRAINE	99,97	99,96	99,97	99,96

Consolidation par mise en équivalence	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
		31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
France					
Financière Louis	FRANCE	10,38	10,38	10,38	10,38
CF & R Gestion	FRANCE	50,00	50,00	42,29	42,29
Compagnie des Fromages & RichesMonts	FRANCE	50,00	50,00	42,29	42,29
Lacto Sérum France SA	FRANCE	-	24,94	-	24,94
Poitou Chèvre SAS	FRANCE	48,96	48,96	24,97	24,97
Sica Silam	FRANCE	40,16	40,16	39,82	39,82
Sanicoopa SARL	FRANCE	37,99	37,99	32,13	32,13
Etranger					
Esbon SA	TURQUIE	50,00	50,00	50,00	50,00
Ferrari Giovanni Industria Casearia Spa	ITALIE	27,00	27,00	27,00	27,00
Forlactaria SA	ESPAGNE	40,00	40,00	40,00	40,00
La Compagnie Fromagère SA	TUNISIE	42,50	42,50	42,50	42,50
Premiumlab	ESPAGNE	20,00	20,00	16,92	20,00
Sodiaal Gmbh	ALLEMAGNE	50,00	50,00	42,29	42,29
Val d'Arve SA	SUISSE	33,34	33,34	33,34	33,34

Savencia SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

Aux Actionnaires
Savencia SA
42, rue Rieussec
78220 Viroflay

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Savencia SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Dépréciation des actifs non financiers :

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs amortis, selon les modalités décrites dans les notes 5.2.9.8 et 7 aux états financiers consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses retenues.

- Engagements envers le personnel :

Les engagements de retraite et autres engagements assimilés envers le personnel ont été évalués et comptabilisés conformément aux notes 5.2.9.17 et 24 aux états financiers consolidés. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires externes. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées et à apprécier les hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 30 mars 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG AUDIT ID SAS

Amélie Wattel

Jean-Charles Simon

COMPTES SOCIAUX

EXERCICE 2016

Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2016	Exercice 2015
Produits d'exploitation	2.1	32 779	21 792
Charges d'exploitation	2.1	- 41 225	- 37 280
Résultat d'exploitation	2.1	- 8 446	- 15 488
Résultat financier net	2.2	32 746	35 360
Résultat courant avant impôts		24 300	19 872
Résultat exceptionnel net	2.3	6 015	9 810
Résultat de l'exercice avant impôt		30 315	29 682
Impôt sur les bénéfices	2.4	9 908	9 260
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		40 223	38 942

État des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2016	Exercice 2015
Excédent brut d'exploitation		- 12 437	- 12 898
Variation du besoin en fonds de roulement		2 960	3 086
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité		36 346	47 568
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE [A]		26 869	37 756
Investissements immobilisations incorporelles/corporelles		- 1 794	- 2 480
Investissements financiers et prêts à filiales		- 572	- 157
Autres encaissements et décaissements		- 46 256	- 34 889
FLUX PROVENANT DES INVESTISSEMENTS [B]		- 48 622	- 37 526
Réduction de capital			
Dividendes versés		- 13 944	- 11 221
Encaissements provenant de nouveaux emprunts			
Remboursements des emprunts			- 124 000
FLUX PROVENANT DU FINANCEMENT [C]		- 13 944	- 135 221
VARIATION DE LA TRESORERIE [A+B+C]		- 35 697	- 134 991
Trésorerie nette à l'ouverture		- 402 581	- 267 590
Trésorerie nette à la clôture	3.9	- 438 278	- 402 581
VARIATION DE TRESORERIE		- 35 697	- 134 991

Bilan actif

		Exercice 2016		Exercice 2015	
<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets
Immobilisations incorporelles	3.1	38 293	18 061	20 232	20 972
Concessions, brevets, droits similaires		34 464	18 061	16 403	17 778
Fonds commercial		1 548		1 548	1 548
Autres immobilisations incorporelles		2 281		2 281	1 646
Immobilisations corporelles	3.2	273		273	273
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériels et outillages industriels					
Autres immobilisations corporelles		273		273	273
Immobilisations en cours					
Immobilisations financières	3.3	1 425 918	5 844	1 420 074	1 365 544
Participations		1 146 787	5 844	1 140 943	1 146 432
Créances rattachées aux participations	3.8	275 598		275 598	215 742
Autres titres immobilisés		2 657		2 657	2 627
Prêts					
Autres immobilisations financières		876		876	743
Actif immobilisé		1 464 484	23 905	1 440 579	1 386 789
Actif circulant	3.8	103 983	7	103 976	95 990
Autres créances	3.4	40 911		40 911	34 870
Valeurs mobilières de placement	3.5	61 395	7	61 388	58 071
Disponibilités		1 677		1 677	3 049
Comptes de régularisation - Actif	3.10	44		44	156
TOTAL DE L'ACTIF		1 568 511	23 912	1 544 599	1 482 935

Bilan passif

		Exercice 2016	Exercice 2015
		Montants avant répartition	Montants avant répartition
<i>En milliers d'euros</i>	Notes		
Capitaux propres	3.6	826 570	800 950
Capital social		14 033	14 033
Primes d'émission		73 231	73 231
Écart de réévaluation		378	378
Réserves légales		1 613	1 613
Réserves réglementées			
Autres réserves		326 922	326 922
Report à nouveau		361 903	336 905
Résultat de l'exercice		40 223	38 942
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		8 267	8 926
Provisions pour risques et charges	3.7	3 320	5 708
Dettes	3.8	714 709	676 277
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		168 330	168 330
Emprunts et dettes financières divers		525 307	483 308
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		9 426	15 123
Dettes fiscales et sociales		446	369
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		30	102
Autres dettes		11 170	9 045
Comptes de régularisation – Passif			
TOTAL DU PASSIF		1 544 599	1 482 935

Notes annexes

NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES

Les états de synthèse ont été établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du règlement ANC 2014-03.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, sont décrites ci-après par rubrique.

Les chiffres sont présentés en milliers d'euros sauf mention contraire.

1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentent les fonds de commerce, marques, tournées de lait, licences, brevets et droits au bail qui sont évalués à leur prix d'achat.

Les frais d'établissement, les frais de recherche et de développement, les frais de dépôts ou de renouvellement des marques et des brevets sont comptabilisés en charges à compter de 2005 (en application de la méthode préférentielle).

Les logiciels acquis ou créés sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans pour les applications bureautiques et de 7 ans pour les applications industrielles. Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

La valeur nette comptable des autres immobilisations incorporelles est comparée chaque année à leur valeur d'utilité qui correspond à l'actualisation des prévisions de flux futurs de trésorerie. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une dépréciation.

1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires à l'exclusion de tous frais financiers) ou à leur coût de production.

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire exclusivement, d'après les natures des biens concernés et selon un plan d'amortissement correspondant à leur durée d'utilité.

Les principales durées figurent dans le tableau ci après :

	Durées
Agencements des terrains	10 à 20 ans
Constructions	10 à 33 ans
Agencements des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 à 15 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier de bureau	3 à 15 ans
Autres immobilisations	3 à 20 ans

Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

La base d'amortissement des immobilisations qui sont cotées sur un marché est minorée de la valeur résiduelle des biens estimée à leur date d'entrée.

Les éléments qui sont dissociables et qui ont une durée d'utilité différente de celle de l'immobilisation principale sont amortis sur leur durée d'utilité propre (en application de la méthode des composants).

Lorsqu'un élément d'actif amortissable subit au cours d'un exercice, une dépréciation effective et définitive due à des circonstances exceptionnelles, un amortissement exceptionnel est comptabilisé en sus de l'annuité normale.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

Compte tenu de la nature des immobilisations corporelles, il n'est pas pratiqué de provision pour grosses réparations.

1.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées à leur coût historique. Pour les titres libellés en devises, la conversion est faite au taux de change en vigueur à la date de chaque opération.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'achat hors frais accessoires.

En fin d'année, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée. Outre la quote-part de capitaux propres de la filiale que les titres de participation représentent, leur valeur d'inventaire prend également en compte le potentiel économique et financier de la filiale considérée au moyen d'une actualisation des flux futurs de trésorerie.

1.4 Valeurs mobilières de placement

Toutes les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur prix d'acquisition. Une dépréciation est calculée, le cas échéant, lorsque la valeur c'est-à-dire le cours de clôture du dernier jour de l'exercice est inférieure au dit prix d'acquisition. Dans le cas des actions propres, le prix d'acquisition est comparé au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Aucune compensation n'est faite entre les plus-values latentes non comptabilisées et les moins-values latentes qui, elles, font l'objet de provisions.

L'enregistrement des produits obligataires se fait en fonction de la partie courue des coupons durant l'exercice social

1.5 Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au taux de fin d'exercice. Les différences résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier taux sont portées au bilan en «écarts de conversion». Les éventuelles pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

1.6 Gestion des risques financiers et instruments financiers

De par ses activités, la société est exposée à des risques de marché (essentiellement risques de change et/ou risques de taux d'intérêt). La gestion des risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière de la société. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximum autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés par la société pour gérer les risques de change et de taux d'intérêts auxquels elle est confrontée dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devises ou de taux d'intérêts.

Les résultats dégagés sur ces couvertures sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats comptabilisés sur les éléments couverts. Lorsque les positions ne sont pas qualifiées comptablement de couvertures de risques, elles sont évaluées à leur valeur de marché et les pertes ou les gains qui en résultent sont portés au compte de résultat.

1.7 Provisions réglementées

L'application des incitants fiscaux permet de calculer les amortissements déductibles fiscalement (durées d'usage et taux dégressifs) de manière différente de celle utilisée pour l'amortissement comptable (durée d'utilité et taux linéaire). La réglementation fiscale impose néanmoins d'enregistrer dans ce poste l'écart entre ces deux méthodes.

1.8 Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite prévues dans la convention collective sont en partie couvertes par un contrat d'assurance. Le calcul des indemnités est effectué par un organisme extérieur en fonction des salariés présents dans la société et est actualisé chaque année.

1.9 Impôt sur les bénéfices et détermination du résultat fiscal

L'impôt sur les bénéfices comptabilisé correspond à l'impôt à payer au titre de l'exercice. Aucun impôt différé n'est comptabilisé. Une convention d'intégration fiscale avec les sociétés françaises du Groupe détenues directement ou indirectement à 95 % ou plus a été mise en place. Le régime autorise la compensation des résultats taxables des unes avec les déficits des autres permettant ainsi à SAVENCIA SA de n'acquitter que le solde à l'Administration Fiscale.

NOTE 2. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 Résultat d'exploitation

En milliers d'euros	Exercice 2016	Exercice 2015
Produits d'exploitation	32 779	21 792
Les produits d'exploitation sont composés essentiellement de prestations de services facturées aux filiales		
Loyers		938
Redevances	24 901	19 126
Autres *	7 878	1 728
Charges d'exploitation	- 41 225	- 37 280
Autres achats et charges externes **	- 36 719	- 32 992
Impôts et taxes	- 636	- 1 080
Salaires et traitements	- 284	- 227
Charges sociales	- 168	- 147
Opérations en commun		
Autres charges	- 354	- 244
Dotations aux amortissements et provisions	- 3 064	- 2 590
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 8 446	- 15 488

* Les autres produits sont essentiellement composés, en 2016, d'une reprise de provision.

** Dont 805 milliers d'euros au titre du contrôle légal des comptes par les Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2016. En 2015, ce montant était de 797 milliers d'euros. Au titre de conseil et/ou de prestations de services, les honoraires comptabilisés sont nuls au titre de l'exercice 2016, il en était de même en 2015.

2.2 Résultat financier net

En milliers d'euros	Exercice 2016	Exercice 2015
Sur participations et autres titres	39 600	43 616
Dividendes reçus	42 511	44 321
Provisions sur titres et autres titres (net)	- 2 911	- 705
Sur charges financières nettes	- 6 848	- 8 279
Produits financiers	9 301	9 760
Charges financières	- 16 149	- 18 039
Sur changes et divers	- 6	23
RESULTAT FINANCIER NET	32 746	35 360

2.3 Résultat exceptionnel net

En milliers d'euros	Exercice 2016	Exercice 2015
Charges exceptionnelles *	- 5 139	- 1 006
Produits exceptionnels *	446	2 098
Plus ou moins values nettes de cessions d'immobilisations **	10 612	7 460
Dotations et reprise d'amortissements dérogatoires **	659	2 127
Dotations et reprise de provisions pour risques ***	- 563	- 869
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	6 015	9 810

* Le montant net des produits et charges exceptionnels de l'année 2016 qui s'établit à - 4 693 milliers comprend principalement un produit de refacturation des pertes latentes sur plan de stock-options et une indemnité liée au transfert de l'exploitation d'une marque.

** Cette plus-value réalisée correspond principalement à la cession de la société LACTO SERUM.

*** il s'agit d'une dotation pour perte latente sur plan de stock-options.

2.4 Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	Exercice 2016	Exercice 2015
Impôt et Crédit d'impôt propres à SAVENCIA SA	186	168
Contribution additionnelle sur les dividendes	- 421	- 337
Produit de l'intégration fiscale	7 958	6 973
Produit d'impôt au titre des exercices antérieurs *	2 184	2 456
TOTAL	9 907	9 260

* Le produit d'impôt enregistré en 2016 est lié aux contestations de l'imposition des dividendes de source étrangère. Le produit enregistré en 2015 était lié aux contrôles fiscaux des années précédentes.

Impôts latents

Les impôts latents dus aux retraitements fiscaux (amortissements dérogatoires, différences temporaires...) représentent une charge fiscale future d'un montant de 3 298 milliers d'euros, contre 1 497 milliers d'euros en 2015 :

En milliers d'euros	Exercice 2016	Exercice 2015
Accroissement	- 3 330	- 3 958
Sur amortissements dérogatoires	- 2 846	- 3 073
Sur autres retraitements fiscaux	- 484	- 885
Allègement	32	2 461
Sur autres charges non déductibles	32	2 461
CHARGE NETTE FUTURE D'IMPÔT	- 3 298	- 1 497

NOTE 3. NOTES ANNEXES AU BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Variation des immobilisations incorporelles				Valeurs au 31/12/2016
	Valeurs au 31/12/2015	Augmentations	Compte à compte	Diminutions	
VALEURS BRUTES	36 571	1 720			38 293
Concessions, brevets et droits similaires	33 377	20	1 067		34 464
Fonds commercial	1 548				1 548
Autres immobilisations incorporelles *	1 646	1 702	- 1 067		2 281
AMORTISSEMENTS & DEPRECIATIONS	- 15 599	- 2 462			- 18 061
Concessions, brevets et droits similaires	- 15 599	- 2 462			- 18 061
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	20 972	- 742			20 232

* A la clôture, les autres immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels en cours de développement

3.2 Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>					
Rubriques	Variation des immobilisations corporelles				Valeurs au 31/12/2016
	Valeurs au 31/12/2015	Augmentations	Compte à compte	Diminutions	
VALEURS BRUTES	273				273
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel, outillage					
Autres immobilisations corporelles	273				273
Immobilisations en cours					
AMORTISSEMENTS & DEPRECIATIONS					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques					
Autres immobilisations corporelles					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	273				273

3.3 Immobilisations financières

<i>En milliers d'euros</i>				
Rubriques	Variation des immobilisations financières			Valeurs au 31/12/2016
	Valeurs au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	
VALEURS BRUTES	1 368 477	60 573	- 3 132	1 425 918
Participations *	1 149 365	410	- 2 988	1 146 787
Créances rattachées à des participations **	215 742	60 000	- 144	275 598
Autres titres immobilisés ***	2 627	30		2 657
Prêts				
Autres immobilisations financières	743	133		876
DEPRECIATIONS	- 2 933	- 2 911		- 5 844
Participations	- 2 933	- 2 911		- 5 844
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES	1 365 544	57 662	- 3 132	1 420 074

* La diminution de 2 988 milliers d'euros correspond à la cession des entités LACTO SERUM et SB AUDIT.

** Les créances rattachées à des participations correspondent à des prêts sur une durée de 5 ans.

*** Dont 2 515 actions propres détenues au 31 décembre 2016 dans le cadre d'un contrat de liquidité. À la clôture du précédent exercice 4 769 actions propres étaient détenues.

3.4 Autres créances

<i>En milliers d'euros</i>		
	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Comptes courants financiers filiales	22 989	18 684
Clients, état et divers	17 922	16 186
AUTRES CREANCES NETTES	40 911	34 870

3.5 Valeurs mobilières de placement

En milliers d'euros	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Le portefeuille des valeurs mobilières de placement est constitué de valeurs françaises selon le détail suivant :		
SICAV	1 000	
FCP		
Billets, bons et assimilés	52 073	57 067
Actions propres *	8 322	1 004
TOTAL VALEUR BRUTE	61 395	58 071
Provision	7	
VALEUR MOBILIERES DE PLACEMENT NETTES	61 388	58 071

* Au 31 décembre 2016 SAVENCIA SA détient 144 339 actions propres classées en valeur mobilières de placement et affectées aux plans de stock-options pour une valeur d'acquisition de 8 322 milliers d'euros. Le cours moyen unitaire des actions sur le mois de décembre 2016 est de 66,34 €.

Le pourcentage global du capital auto-détenu s'élève à 1,0465 % en incluant les 2 515 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

À la clôture du précédent exercice, SAVENCIA SA détenait 17 200 actions propres. Le pourcentage global du capital auto-détenu représentait 0,1566 % en incluant les 4 769 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

Les valeurs mobilières représentent le placement de liquidités et les actions propres. En fin d'exercice, lorsque la valeur de marché est inférieure au prix de revient, une provision est comptabilisée.

3.6 Capitaux propres

Le capital social de 14 032 930 euros est divisé en 14 032 930 actions de 1 euro chacune, dont 9 327 176 actions bénéficiant d'un droit de vote double. Au 31 décembre 2016, le principal actionnaire connu de la société est SOPARIND SCA qui détient directement 66,64 % du capital et 79,65 % en droits de vote. Par ailleurs, au 09 février 2017, le seul actionnaire détenant plus de 5% du capital est Silchester Northern Trust qui détient 8,2% du capital (dont 1,6% pour compte de tiers).

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Primes d'émission		Écart de réévaluation	Réserve légitime	Réserves réglementées	Autres réserves	Report à nouveau	Subventions d'investissement	Provisions réglementées	Résultat de	
	Capital social	d'actions et de fusion								l'exercice	Total
Situation au 01/01/2016 (avant affectation des résultats)	14 033	73 231	378	1 613	-	326 922	336 905	-	8 926	38 942	800 950
Réduction de capital											
Provisions fiscalement réglementées											
Reprise de provisions									- 2 117		- 2 117
Dotation de l'année									1 458		1 458
Subventions d'investissements											
Remboursées dans la période											
Réintégrées dans les résultats											
Distribution de dividendes											
							- 14 033				- 14 033
Autres prélèvements											
Affectation aux réserves											
Dividendes non distribués (actions propres détenues)							89				89
Imputations en report à nouveau							38 942				- 38 942
Résultat 2016										40 223	40 223
SITUATION AU 31/12/2016 (avant affectation des résultats)	14 033	73 231	378	1 613	-	326 922	361 903	-	8 267	40 223	826 570

Des options d'achats d'actions ont été attribuées à certains mandataires sociaux et/ou dirigeants de la société ou des sociétés affiliées du Groupe. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de bourse précédant la date d'octroi des options. Elles peuvent être exercées pendant les 10 ans qui suivent la date d'octroi. Depuis le plan 2006, la période d'acquisition des droits a été portée à 4 ans durant laquelle la présence dans les sociétés affiliées du Groupe est obligatoire. Les cessions sont autorisées après un blocage de 2 ans suivant l'exercice des options.

Année d'attribution	Plan en cours jusqu'en	Prix d'exercice en euro/action	Options attribuées	Options en circulation
2007	2017	75,84	65 000	59 500
2008	2018	42,78	85 000	54 780
2009	2019	51,14	40 000	31 500
2010	2020	57,11	80 000	69 500
2011	2021	46,87	80 000	69 000
TOTAL			350 000	284 280

Lorsque le cours de bourse de l'action SAVENCIA SA à la clôture est supérieur au prix d'exercice, une provision pour risque est comptabilisée à hauteur des stock-options attribuées et restant à acquérir. Cette provision s'élève à 2 500 milliers d'euros en 2016 contre 1 937 millions d'euros en 2015.

La cotisation sociale est calculée sur la plus faible des valeurs de marché et/ou de juste valeur comme prévu par la réglementation en vigueur.

3.7 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont impactées par les litiges fiscaux, par les moins-values latentes sur plan de stocks options et par différents litiges relatifs à la propriété intellectuelle.

3.8 Échéancier des dettes et créances

En milliers d'euros	Échéances			
	Montant total	- d'1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes				
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	168 330	20 000	51 999	96 331
Dettes financières diverses	525 307	525 307		
Dettes d'exploitation et diverses	21 072	21 072		
TOTAL	714 709	566 379	51 999	96 331

Les dettes financières diverses principalement composées de billets de trésorerie seront soit renouvelées à court terme soit remboursées par les lignes de crédit à moyen terme dont dispose SAVENCIA SA.

Les emprunts et dettes financières diverses sont libellés en euros.

En milliers d'euros	Montant total	- d'1 an	+ d'1 an
Créances			
Créances rattachées à des participations	275 598	598	275 000
Créances d'exploitation, financières et diverses	40 911	40 911	
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	61 388	60 971	417
TOTAL NET DE PROVISIONS	377 897	102 480	275 417

3.9 Trésorerie

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans présentés :

<i>En milliers d'euros</i>	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	63 065	61 120
Comptes courant financiers filiales à l'actif	22 989	18 684
Concours bancaires et billet de trésorerie	- 514 598	- 470 106
Comptes courant financiers filiales au passif	- 9 734	- 12 279
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE	- 438 278	- 402 581

3.10 Comptes de régularisation et comptes rattachés

<i>En milliers d'euros</i>	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Charges constatées d'avance	44	156

Les charges constatées d'avance sont composées d'intérêts et de commissions bancaires.

Produits à recevoir

Pour 2 754 milliers d'euros en 2016 contre 2 535 milliers d'euros en 2015, ces montants correspondent d'une part aux produits d'intérêts relatifs à des prêts, placements de trésorerie et opérations de couverture et d'autre part à une moins-value sur stocks options facturée aux entités du groupe.

Charges à payer	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan :		
Emprunts et dettes financières divers	1 617	1 582
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 436	4 973
Dettes fiscales et sociales	308	270
TOTAL DES CHARGES A PAYER	4 361	6 825

3.11 Engagements financiers et garanties reçus ou donnés

<i>En milliers d'euros</i>	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Engagements reçus		
Titres de participations et autres titres		312
Cautions bancaires		
Engagements donnés		
Indemnités de départ à la retraite *	122	113
Lignes de crédit allouées en filiales	100 630	125 770

* Les engagements en matière de retraite sont externalisés auprès de la société Eparinter. La juste valeur des actifs versés à ce titre est de 80 milliers d'euros.

Les charges pouvant résulter de contentieux en cours afférents à des opérations courantes et estimés probables donnent lieu à leur prise en compte.

Couverture des risques de taux d'intérêt

Les contrats d'échange de taux existants au 31 décembre 2016 sont de 413 millions d'euros en valeur nominale et concernent une entreprise liée.

3.12 Personnel

La masse salariale pour l'exercice 2016 est de 284 milliers d'euros. L'effectif au 31 décembre 2016 est de 2 personnes.

Les rémunérations des membres des organes de direction et d'administration se sont élevées à 354 milliers d'euros.

3.13 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement susceptible de remettre en cause les comptes présentés ci-joints n'est intervenu postérieurement à la date de la clôture.

3.14 Filiales et participations

(En milliers d'euros sauf mention contraire)

Forme juridique	Activité exercée	Société ou Groupe de sociétés	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par Savencia SA	Montant des cautions et avals fournis par Savencia SA	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes bruts encaissés par la Société au cours de l'exercice
						brute	nette					
A. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication												
1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)												
France												
SAS	Étude et recherches	SOREDAB - La Boissière École (78)	75	5 203	98	74	74			10 868	2 431	2 491
SAS	Prestataire de services	SOGASI – Viroflay (78)	25 910	1 948	100	27 980	27 980			12 270	590	864
SAS	Holding	SAVENCIA FROMAGE & DAIRY EUROPE – Viroflay (78)	294 760	199 482	100	429 363	429 363				58 707	35 371
SA	Holding	ALLIANCE LAITIERE EUROPEENNE – Paris (75)	231 900	166 430	90	212 295	212 295				-159	
SAS	Holding	SAVENCIA FROMAGE & DAIRY INTERNATIONAL – Viroflay (78)	132 842	- 92 859	100	213 033	213 033	22 989			- 13 910	
SAS	Holding	Cie DES MAITRES FROMAGERS – Viroflay (78)	38	-35	100	71	3				-5	

Filiales et participations*(En milliers d'euros sauf mention contraire)*

Forme juridique	Activité exercée	Société ou Groupe de sociétés	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes bruts encaissés par la Société au cours de l'exercice
						brute	Nette					
A. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication												
Étranger												
SARL	Holding	BONGRAIN – EUREXPAN BV - Breda (Pays-Bas)	10 414	330 436	100	256 055	256 055				4 270	3 785
2. Participations (10 % à 50 % du capital détenu par la société)												
France												
SAS	Holding	FINANCIERE LOUIS - Paris (75)	24 369	****	10	5 889	1 532	2 366		*	*	
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations												
Filiales non reprises au paragraphe A												
Filiales françaises (ensemble)						16	16					
Filiales étrangères (ensemble)						2 011	592					

* Données financières 2016 non disponibles.

Résultats des cinq derniers exercices

Art. R225-81, R225-83 et R225-102 du code de commerce.

<i>En euros et unités</i>	2012	2013	2014	2015	2016
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	15 432 216	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930
Nombre d'actions émises	15 432 216	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930
Nombre d'obligations convertibles en actions					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires HT.	16 173 953	13 863 988	16 083 530	21 741 606	25 680 011
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	- 4 697 573	906 000	- 4 844 983	31 712 554	29 148 789
Impôt sur les bénéfices	- 11 160 295	- 10 325 098	- 4 437 754	- 9 260 089	- 9 907 258
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	4 121 815	- 1 953 246	4 331 730	38 941 932	40 222 684
Montant des bénéfices distribués	18 221 091	14 019 350	11 220 780	13 943 830	
Résultat des opérations réduit à une seule action (1 € nominal)					
Bénéfice après impôts mais avant amortissements et provisions	0,42	0,80	- 0.03	2.92	2.78
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0,27	- 0,14	0.31	2.78	2.87
Dividende versé à chaque action	1.30	1	0.80	1	
Personnel					
Nombre de salariés	2	2	2	2	2
Montant de la masse salariale	236 704	298 261	259 116	226 802	283 582
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	- 41 421	89 363	201 063	147 697	167 936

Savencia SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG AUDIT ID SAS
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris la Défense

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

Aux Actionnaires
Savencia SA
42, rue Rieussec
78220 Viroflay

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Savencia SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Comme décrit en note 1.3 de l'annexe, votre société détermine la valeur d'inventaire des titres de participation en prenant en considération la quote-part de capitaux propres de chaque filiale ainsi que leur potentiel économique et financier basé sur une actualisation des flux futurs de trésorerie. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, décrites dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 30 mars 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG AUDIT ID SAS

Amélie Wattel

Jean-Charles Simon

ATTESTATION DU DIRECTEUR FINANCIER

J'atteste à ma connaissance que les comptes 2016 figurant dans ce rapport financier sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de gestion figurant en page 3 de ce rapport financier, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Fait à Viroflay, le 27 avril 2017



Olivier de Sigalony
Directeur Financier